NUMERO 625 — PRIX : 6 F — AOUT-SEPTEMBRE 1976

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

ROBERT LOUZON N'EST PLUS

Notre vétéran, un des fondateurs de cette revue, est décédé à Antibes au matin du 8 septembre, à l'âge de 94 ans.

Nous lui rendrons l'hommage qu'il mérite dans notre prochain numéro. Indiquons toutefois que, selon la volonté de notre ami, il n'y a pas eu d'obsèques, son corps ayant été confié à la faculté de médecine.

ALLIANCE DES PEUPLES CONTRE LES NATIONALISMES

De jeunes amis nous ont traînés au cinéma où l'on projetait l'un des plus beaux films de la saison : « *L'honneur perdu de Katarina Blum* ». Le dialogue très sobre n'a pas d'autre objet que de souligner l'expressivité d'images intelligemment élaborées et grâce à une interprétation parfaite, les personnages présentent une humanité... « balzacienne » : chacun sous une réalité banale s'élevant progressivement à la hauteur d'un type. A la suite d'un véritable « coup de foudre », une jeune servante s'éprend d'un jeune révolutionnaire, poursuivi comme « terroriste » par la police. Celle-ci suit une piste la menant au logement de Katarina, qui a favorisé la fuite de son amant d'une nuit et lui a même procuré un abri qu'on peut croire discret et sûr. Mais ce qui est essentiel dans le scénario, ce n'est pas l'intrigue

par Roger HAGNAUER

romanesque. Ce sont les persécutions subies par Katarina, en proie aux policiers, aux juges, surtout à la presse qui, cherchant le scandale rentable, intervient si brutalement dans la vie, le passé, la famille de l'héroïne, que nous aboutissons au paroxysme tragique.

Sans doute rien dans l'affabulation n'est spécifiquement allemand. Nous avons connu pire aux Etats-Unis, en Italie, en France. Et cependant l'habileté du scénariste dissimule, pour le public non averti, un parti-pris tendancieux.

La dernière séquence nous montre l'enterrement du journaliste tué par Katarina et se termine par une apologie de la liberté de la presse, base d'un régime démocratique et personnifié par le forban justement abattu. C'est d'une ironie suggestive.

DANS CE NUMERO :

Comment ne pas en déduire qu'en Allemagne dite socialiste (ou en URSS... ou en Chine...) un tel scandale est inconcevable ?... Allez donc discuter la référence, en précisant que dans ces pays dits socialistes, la presse n'est pas « contrôlée », mais *exclusivement rédigée,* selon les directives du gouvernement, c'est-à-dire du Parti unique et pyramidal. Certes, là, la tragédie de Katarina n'attendrait pas le dénouement. Elle ne dépasserait pas le prologue, car complice d'un opposant, l'héroïne aurait disparu dès qu'on aurait constaté sa présence sur la piste tracée par la police. Faut-il relever des allusions à la suspicion frappant ceux qui ont quelque rapport avec leurs compatriotes résidant *volontairement (?)* en Allemagne soviétique... à la répression du terrorisme qualifié « d'hystérique chasse aux sorcières »... à la brutalité des policiers, à l'hypocrisie des juges... à la complaisance dont bénéficient d'anciens nazis... J'entends deux réflexions dans le public. Un vieux ricane : *« les Boches sont toujours les mêmes ».* Une jeune femme applaudit : *« C'est vraiment justifié par l'actualité »*... Celle-ci pense à ces attentats... contre les libertés fondamentales qui ont provoqué les initiatives *localisées* de Mitterrand. Celui-là, psychanalisé, révélerait sans doute une pensée encore confuse : *« Si Adenauer avait accepté d'être le vassal de De Gaulle !... Heureusement les Allemands de l'Est sont soumis à l'U.R.S.S. »...*

Les tournants de 1961 et de 1968

Si en sortant d'un spectacle qui ne devrait me laisser qu'un souvenir émouvant et un jugement admiratif, je suis repris par un sentiment de malaise confinant à l'inquiétude, c'est que la germanophobie — nourrie de crainte et de haine — réside dans l'inconscient collectif de tout Français moyen. Et les meneurs de jeu peuvent d'autant mieux l'exciter, qu'il est facile, en ce domaine, d'inclure quelques faits dans un système d'une logique implacable. *« C'est le propre des faits divers de renvoyer aux idées reçues et de les renforcer »* dit Martin Eden (« Le Monde » du 8-9 août 1976).

Reconnaissons que la philosophie allemande qui a dominé le XIX[e] siècle avec Kant et Hegel (1) n'a guère facilité l'explication historique du phénomène allemand. Et les intellectuels français — qu'ils s'affirment cartésiens par outrecuidance ou marxistes par parti-pris intolérant... et rentable — méprisent délibérément les faits contrariant leurs idées. Les historiens « engagés » leur offrent d'ailleurs une sélection habile des événements, quand ils n'élaborent pas des affabulations bafouant toute critique historique. Mais une rétrospective s'impose ici.

Le 8 mars 1964, le gouvernement soviétique proclamait solennellement (déclaration diffusée par l'Agence Tass) que la République fédérale allemande *« gouvernée par les forces qui avaient engendré Hitler est de tous les Etats d'Europe le plus agressif et le plus aventuriste... que son gouvernement s'en tient quant à la réunification de l'Allemagne à des déclarations démagogiques sur l'autodétermination... que la République démocratique allemande est totalement habilitée à résoudre en toute indépendance ses problèmes intérieurs et extérieurs... que c'est par des accords avec celle-ci que la R.F.A. se placera sur la seule voie menant à la réunification... qu'il faut d'abord normaliser la situation à Berlin-Ouest... »* .

Il y a ainsi près de six cents lignes chargées d'affirmations et de jugements péremptoires.

La motivation s'insinue discrètement entre de tonitruantes dénonciations de « réalités fabriquées »... et d'intentions imaginées : *L'Allemagne fédérale adhère à l'O.T.A.N.*

Notons en passant que l'URSS pourrait être satisfaite au moins sur un point. On vante le développement de l'Allemagne dite socialiste (facilement explicable par les possibilités économiques de la région). Or, en 1976, le commerce inter-allemand est soutenu par des accords aux termes desquels la R.F.A. accorde des crédits à la R.D.A. pour un montant d'environ *800 millions de deutsch-marks par an.* L'endettement est-allemand à l'égard de Bonn aurait atteint *2.400.000.000 de D.M. à la fin de 1975 (2).*

Mais la condamnation soviétique de l'Allemagne... *« revancharde et réactionnaire* (sic), confirmée par l'éloge de l'Allemagne démocratique où le peuple « libre et pacifiste » décide souverainement de son sort... (resic) survenait trois ans après l'érection au sein de Berlin du fameux *« mur de la honte »,* élevé à travers les rues, les maisons, les familles. C'est qu'avant le 13 août 1961, *quatre millions* d'individus avaient... *« voté avec leurs pieds »*... pour l'Allemagne fédérale... abandonnant tous leurs biens. Au péril de leur vie, 13 000 en trois ans, avaient encore franchi le barrage. Malheur à ceux qui n'ont pu échapper à la police... démocratique qui tire à vue sur les candidats à l'évasion.

La liste est longue de ceux qui ont ainsi trouvé la mort. L'échec des survivants fut sanctionné par des condamnations particulièrement lourdes. Vous qui vous attendrissez sur la fiction de Katarina Blum, ne perdez pas votre temps à vous pencher sur la liste de jeunes gens *(de 16 à 21 ans)* frappés le 15 septembre 1961, *de travaux forcés à perpétuité...* ou de 15, 12 et 6 ans de travaux forcés, le 8 août 1962, de peines de prison de 5 à 10 ans et de 8 ans de travaux forcés.

Parmi eux : *3 collégiens, 9 apprentis...*

Défilés au pas de l'Oie

L'Allemagne revancharde, militarisée ? Il faut convenir qu'il y a des éléments d'appréciation troublants. *Proscription de toute propagande pacifiste, antimilitariste... Condamnation absolue de l'objection de conscience. Glorification de l'Armée populaire. Formation militaire commençant dès le* « kindergarten » et aboutissant, pour les étudiants, à *un encadrement rigoureux... Défilé au pas de l'Oie... même le jour de la Fête du Travail, le Premier Mai...*

Tout cela ne peut être nié. Mais on n'en parle guère... car *ce sont les réalités de l'Allemagne soviétisée, démocratique...* où le 28 novembre 1968, dans « Neues Deutschland » organe central du Parti Communiste, on pouvait lire :

« ...un pays socialiste ne peut assurer seul sa propre défense. Pour que cette défense soit efficace, il faut qu'elle s'appuie sans équivoque sur l'Union

---

(1) Pour Kant « la volonté n'est rien d'autre qu'une raison pratique » et ce rationalisme n'explique guère le comportement des humains. Quant à Hegel, sa dialectique dont Marx s'inspira peut encore orienter nos démarches intellectuelles. Mais on ne peut oublier que le philosophe allemand a clos le dépassement des contradictions, en accordant à l'Etat prussien le caractère d'une réalisation de l'idée pure et parfaite.

soviétique, et qu'elle s'intègre complètement dans l'alliance formée par la communauté des Etats socialistes. La reconnaissance de ce principe est un axiome de la doctrine militaire de la R.D.A. ». L'éventualité d'une guerre contre la R.F.A. est formellement admise *« Où pourrait-on trouver des frères ? Le soldat de l'Allemagne occidentale en uniforme de l'OTAN, ne combattrait que pour défendre les intérêts des monopoles de l'Allemagne occidentale ».* Ces abominables monopoles qui ont accordé *2 milliards de crédits* à l'Allemagne socialiste, vassale de l'URSS en 1976, comme en 1968, en 1964, en 1961.

Colonialisme et impérialisme

Mais cette date est significative. C'est l'année d'un tournant important dans la politique militaire de l'Allemagne fédérale. Aucun observateur sérieux ne pouvait nier le pacifisme des masses populaires et des dirigeants politiques de l'Allemagne fédérale. Adenauer déplorait même le manque de civisme de la jeunesse allemande, et le parti social-démocrate comptait presque exclusivement sur le « parapluie américain », pour assurer la sécurité du pays. Seulement, en août 1968, un événement dont on ne parle plus guère avait menacé directement l'Allemagne fédérale. Ce fut l'invasion de la Tchécoslovaquie *par les armées soviétiques... et celles de l'Allemagne soviétisée.*

Un tournant ? Le retour à un réarmement intense, semblable à celui dont Hitler prit l'initiative dès 1935. Un tel rapprochement confine au scandale.

La loi militaire allemande admet non seulement l'objection de conscience, mais le droit à la désobéissance à des ordres inhumains, le droit de revendication pour tous les soldats du contingent auprès d'une autorité civile parlementaire (à notre connaissance, c'est la seule loi militaire qui accorde de telles libertés à ses simples soldats).

Mais en 1968, malgré le coup de Prague, l'antimilitarisme et le pacifisme provoquaient d'éloquentes et brutales réprobations. En effet, la même année, jusqu'au 31 octobre, on avait enregistré *3 000 demandes d'objecteurs de conscience, autant que le total des dix années précédentes.* Il existait une *« organisation des insoumis »,* liée par un accord explicite avec le *syndicat des ouvriers de la métallurgie* afin de fournir assistance aux jeunes ouvriers de la métallurgie. C'est librement que l'organisation de jeunesse de la D.G.B. (centrale ouvrière allemande) et des groupes d'étudiants lançaient des appels pour la reconnaissance de la R.D.A. et la rupture avec l'OTAN. Certains n'hésitaient pas à s'adresser aux troupes américaines stationnées à Berlin, incitant à la désertion.

Le tournant de 1968 annonçait-il une mobilisation de toutes les forces politiques et sociales du pays, la condamnation des « contestataires » jusque-là tolérés, la répression impitoyable des actes de terrorisme, de sabotage au sein des forces armées — accomplis peut-être par des révoltés sincères mais que l'on pouvait supposer, avec quelque vraisemblance, manœuvrés par les inspirateurs de l'article du « Neues Deutschland » (on sait que l'on a depuis découvert des agents secrets d'Allemagne de l'Est jusque dans l'entourage du chancelier) ?

La Centrale syndicale allemande, le 21 et le 28 août 1968, avait dénoncé : *« les méthodes colonialistes et impérialistes des puissances occupantes... loué la glorieuse victoire morale remportée par le peuple tchécoslovaque, grâce à sa courageuse résistance et déclaré qu'elle considérait comme rompues toutes ses relations avec les représentants des cinq puissances occupantes ».* Mais en septembre et octobre, *les syndicats des employés, des postiers, des typographes, des cheminots...* réclamaient *« la reprise immédiate des contacts avec les organisations syndicales des pays du bloc oriental ».* Et parallèlement, des politiciens libéraux et sociaux démocrates se prononçaient contre le renforcement des forces armées fédérales.

La gaffe opportune d'Helmut Schmidt

Opinions divergentes, contradictoires, publiquement exposées, librement débattues. Et c'est en toute clarté que Willy Brandt — chancelier soutenu par la coalition socialo-libérale — a engagé une politique... *« d'ouverture à l'Est »,* dont les résultats peuvent paraître décevants, quoiqu'elle fût soutenue par des intelligences politiques les plus hautes de notre temps.

Mais Helmut Schmidt, le successeur socialiste de Brandt, a provoqué le 15 juillet dernier, une agitation délirante, en révélant à des journalistes américains que le 28 juin à Porto-Rico les quatre grands de l'Occident (Ford, Callaghan, Giscard et lui-même) s'étaient entretenus de la situation italienne et se seraient entendus pour ne pas accorder d'aide à l'Italie, si les communistes y participaient au pouvoir.

Il suffit de connaître les habitudes des journalistes américains (particulièrement ceux du *Washington Post),* cherchant toujours la « manchette fracassante », pour réduire ces révélations à l'importance de libres propos échangés au cours d'un matinal breakfast. Notons d'ailleurs que ces confidences ne pouvaient influencer les élections italiennes dont les résultats étaient connus depuis huit jours.

Schmidt est-il un manieur de gaffes... ou a-t-il simplement parlé pour l'opinion publique allemande, à la veille des élections d'octobre, afin de démontrer à son peuple — dominé dans sa grande majorité par la hantise d'un régime semblable à celui de l'Allemagne dite socialiste — que la Social-Démocratie demeurait foncièrement anti-communiste ? Il est très probable que les quatre « grands » occidentaux ont évoqué la situation italienne, et envisagé de subordonner toute aide financière à l'absence de communistes dans le gouvernement. Les hurlements des gaullistes et des communistes ne peuvent troubler que ceux qui ont la mémoire courte. Dans ses conférences de presse, De Gaulle se gênait-il pour intervenir dans la politique de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis (avec quel hautain dédain, il parlait un soir de la démocratie américaine) — Quant aux communistes, on pourrait leur mettre le nez dans les communiqués de l'Agence Tass, lourds d'imprécations et de menaces... qu'ils approuvaient inconditionnellement hier et qu'ils ne désavouent aujourd'hui accidentellement que par de prudentes et discrètes réserves.

J'avoue ne pas me passionner pour cette affaire de Porto-Rico. Je n'accorde ma confiance à aucun des quatre grands occidentaux. Mais je ne suis pas surpris par les intentions qu'ils auraient formulées. L'aide financière à un Etat prend évidemment un

caractère politique et peut fort bien être conditionnée par l'orientation du gouvernement. Le parti communiste italien l'a certainement compris et admis, ce qui explique son attitude passivement favorable à une nouvelle expérience de la démocratie chrétienne. Quant à évoquer à ce sujet le souvenir de la Sainte-Alliance de 1815 créée par les vainqueurs de Napoléon pour contenir les nationalismes libéraux et les velléités démocratiques... c'est vraiment abuser dans le style des images d'Epinal. Mitterrand qui s'est livré à ce jeu n'hésiterait guère, s'il avait à choisir entre l'Allemagne fédérale et l'Allemagne... démocratique. De 1815 à 1830, l'Angleterre où le capitalisme s'installait, n'attendait rien des vieilles féodalités européennes. En 1975 les soldes commerciaux des quatre pays capitalistes européens à l'égard des pays dits socialistes a atteint près de *4 000 millions de dollars* (dont plus de 1 600 à l'égard de la seule URSS), a plus que *doublé en deux ans*. La seule Allemagne fédérale porte à son actif en 1975 une dette des pays socialistes (sans compter l'autre Allemagne) se montant approximativement à *3 156 millions de dollars* (2). Ce qui veut dire tout simplement que la vie serait très difficile, parfois impossible dans les pays dits socialistes, sans les importations de marchandises... capitalistes et les crédits accordés par les Etats capitalistes. Cette nouvelle Saint-Alliance entretient ses futurs fossoyeurs !

Je ne veux pas allonger encore ce papier. Il me faudra revenir sur la définition de l'impérialisme, sur le rôle des multinationales. Et je ne puis que signaler un article de Jean-Pierre Vigier, ancien dirigeant communiste, paru dans le *Monde* du 22-7-1976 sous le titre flamboyant : *l'Europe à l'heure allemande*. Depuis les articles de Léon Daudet dans *l'Action française* contre le complot de l'étranger — et des hitlériens de 1941 à 1944 contre les entreprises judéo-maçonniques et anglo-saxones, on n'avait pas lu une aussi délirante expression de l'esprit de système, nourri de faits déformés et d'évidences fabriquées.

Mais la conclusion éclaire brutalement l'ensemble. Il faut prévenir l'accomplissement *« de l'Empire germano-américain et les menaces qu'il fait peser sur les libertés démocratiques.* Il faut paralyser la *construction d'une Europe dominée par les grands monopoles américains.* J.-P. Vigier estime sans nul doute que le *bloc soviétique* soumis à l'omnipotence de Moscou garantit... les libertés démocratiques. S'il le croit, c'est un incurable imbécile. S'il ne le croit pas, c'est un véritable imposteur.

Remercions-le cependant de sa franchise. Son article s'inspire de la même motivation que la proclamation soviétique de 1964. Ce qu'il faut, c'est détruire l'alliance atlantique, séparer l'Allemagne de l'Occident, développer la germanophobie chez nous, afin de provoquer la naissance d'un néo-hitlérisme en Allemagne. Les socialistes, les libertaires, les syndicalistes, les révolutionnaires de chez nous accepteront-ils de favoriser une politique qui, sous les drapeaux d'un nationalisme archaïque, nous mènera en fin de compte à un nouveau pacte Hitler-Staline, prodrome d'une troisième guerre mondiale.

Roger HAGNAUER.

(2) « Le Monde » du 2 mars 1976.

LA RÉVOLUTION SERA-T-ELLE PROLÉTARIENNE ?

Cette interrogation, en forme de défi au nom même de ce journal, m'est venue en lisant avec un vif intérêt le reportage publié par Michel Bosquet dans le *Nouvel Observateur* du 10 mai dernier (n° 600) sous le titre : *Californie : la révolution américaine recommence.* M. B. est un auteur qui compte ; ce qu'il dit a du poids. Comme il traite de nombreux exemples isolés, quoique concordants, mon résumé sera plutôt longuet.

L'opinion bien-pensante aux Etats-Unis, profondément choquée par Watergate et les scandales qui ont suivi : C.I.A., F.B.I., Lockheed, etc., a perdu foi dans les institutions. Le mouvement contestataire en a reçu un élan formidable. Le capitalisme est discrédité, la police et l'armée sont corrompues (cette dernière par les industries d'armement), les grandes villes sont en faillite...

Un quartier dépendant de San Diego, au bord de l'océan. On y fait du socialisme sur place : librairie coopérative, magasin d'alimentation coopératif, restaurant coopératif, etc. Mais pas de *parti :* dès qu'on donne l'impression de vouloir diriger, les gens rentrent chez eux. La seule chose qui les intéresse : se gouverner eux-mêmes. Est-il question d'installer un pouvoir populaire ? on découvre que l'Etat est un bloc de banquiers, de flics et de militaires. Les habitants ont su faire reculer les promoteurs : le premier immeuble locatif achevé n'a pu être loué. Il y a des milliers d'histoires de ce genre dans le pays. A Palo Alto, des dizaines d'hectares viabilisés n'auront jamais de maisons : les habitants ont obligé le conseil municipal à annuler les permis de construire.

Dans les industries de pointe, ce sont les francs-tireurs qui inventent, pas les grosses boîtes ; elles ont trop peur qu'une idée nouvelle ne vienne bouleverser leur industrie. Les francs-tireurs font la vitalité des Etats-Unis. L'application de l'énergie solaire sort de simples baraques en bois. On commence à s'apercevoir que le capitalisme et la libre entreprise sont non seulement choses distinctes mais contradictoires : le capitalisme tue la libre entreprise.

Ralph Nader, le champion des consommateurs, a compris les méfaits du *big business* et sa collusion avec le *big government.* Son idée est que les gens doivent s'auto-organiser pour prendre le pouvoir sur leur vie. Il s'oriente vers une sorte de socialisme libertaire d'auto-gestion sans le nom, où la production serait le fait de petites unités coopératives, où les travailleurs contrôleraient l'usine et les consommateurs la distribution.

Réaction contre la production marchande gaspilleuse qui a pris aux U.S.A. des proportions encore inconnues en Europe. Le gouverneur de l'Etat de Californie, Jerry Brown, s'est assuré une immense popularité en appliquant un principe d'économie bouddhique : « Obtenir le bien-être maximal par la consommation minimale ». Jerry Brown rejoint Nader et les « néo-anarchistes », en affirmant que les institutions créées pour prendre en charge la vie des gens engendrent la dépendance et la frustration, l'impuissance et le mécontentement agressif, la passivité et le ressentiment. Il faudrait assurer aux gens l'expansion de leur sphère de souveraineté, c'est-à-dire la possibilité de venir à bout de leurs problèmes de façon autonome. Attendez moins du gouvernement et plus de vous-mêmes.

Extraordinaire succès (15 millions d'exemplaires)

d'une revue de jardinage, principalement biologique. *Idem* des instituts enseignant les techniques de subsistance, la technologie douce, l'autarcie en milieu urbain et rural, comment construire sa maison soi-même, comment réaliser une « maison intégrale » assurant la subsistance de ses habitants grâce à un système de récupération, de recyclage, d'aquaculture et de micro-élevages.

A ce mouvement se rattachent l'action et les recherches de Karl Hess en faveur de la « technologie communautaire ». Un ancien auxiliaire des politiciens de droite dont il écrivait ls discours, Karl Hess s'est converti aux idées de gauche. Il a trouvé que l'unité de petite taille est de meilleur rendement que la grande. « Des techniques et des outils parfaitement adaptés aux usages décentralisés apparaissent dans tous les domaines [...] et pourtant, à cause de l'organisation et de l'Etat capitalistes, les applications continuent d'être faites à des échelles de plus en plus gigantesques. » Pourquoi ? Pour assurer la domination des appareils. Le peuple peut briser cette domination en s'auto-organisant. Le but de Karl Hess : « Une société non hiérarchisée, décentralisée, fondée sur la démocratie directe, plutôt que représentative ». Et ailleurs : « Nos institutions [...] prises dans leur masse énorme de paperasse bureaucratique, sont incapables des tâches les plus simples. [...] A leur place apparaîtront de petites organisations de gens ayant le sens de leur responsabilité personnelle. [...] La révolution en cours [est faite] par des dizaines de millions de petites gens cherchant à se regrouper pour redevenir maîtres de leur vie ».

Ce mouvement anti-institutions et anti-capitalisme rejoint celui de la défense écologique qui aux U.S.A. a pris les proportions d'une vague de fond. Un des magazines les plus répandus publie une étude retentissante démontrant que la crise de l'environnement est due non pas à la croissance économique mais à la croissance capitaliste. L'auteur, Barry Commoner, conclut que le système capitaliste est sapé dans ses fondements par son incapacité structurelle à reproduire et rentabiliser le capital selon ses mécanismes propres. Il ne se maintient qu'en violant les principes de son fonctionnement, notamment par l'inflation et le recours au financement étatique.

A la lumière des changements climatiques actuels, « beaucoup d'Américains estiment qu'il est réaliste d'envisager le retour de grandes famines, précédées ou suivies par l'effondrement des institutions actuelles ». En tout cas, l'ère industrielle tire à sa fin. Dans l'agonie de ce monde, de petites collectivités « seront les noyaux de cristallisation d'une civilisation nouvelle fondée sur un équilibre stable entre l'homme et la nature. »

Avec Lee, un militant des groupes coopérateurs, c'est toujours la guerre au gigantisme. Une coopérative de distribution : cinq cents membres (« au-delà commencent la bureaucratie et l'anonymat »). Travail de manutention et de caisse assuré par les membres, qui fournissent deux heures de travail par mois. Il y a une liste d'attente de plus de trois cents candidats : le moment est venu de créer une seconde coopérative. Un groupe ne doit jamais dépasser la taille qui permet à chacun de parler avec les autres sur le ton de la conversation, de contrôler, de comprendre et de décider toutes les tâches communes. *Pas de structures de pouvoir.* Scindez le groupe qui tend à grossir, aidez à la création de groupes nouveaux, maîtres de leurs tâches, de leurs initiatives, voire de leur production. Le même Lee s'est fait le champion de l'emploi à plein temps que se partagent deux ou trois personnes qui préfèrent passer partie de leur temps avec leur famille, dans leur jardin ou à leur violon d'Ingres, quitte à se contenter d'un demi ou d'un tiers de salaire. « Nous démontrons qu'on peut vivre avec moins, que les vraies satisfactions se trouvent hors du système. » Notons qu'en France, des travailleurs marginaux en nombre croissant appliquent ce régime.

Conclusion de Michel Bosquet : la révolution américaine n'est pas finie.

*

Voici donc une authentique révolution selon nos désirs qui s'ébauche, et elle n'a rien de prolétarien ! Un tel phénomène est-il possible en France ? Sans doute, l'Europe n'est pas l'Amérique. Pourtant, la crise est la même, et il n'y a entre ici et là qu'une différence de degré. Tout au plus, chez nous, le *big business* n'a pas le triomphalisme aussi insolent (?), le pouvoir est moins corrompu, la pollution moins avancée, le gigantisme moins poussé. Aventurons que, selon le cours normal des choses, la France sera dans dix ans là où en sont les U.S.A. en ce moment. Mais il y a aussi de notables différences de nature. En France, la contestation est fortement structurée sur le plan national. Le plus gros de l'opposition appartient à des partis férocement étatiques, qui font tout pour détourner les gens de prendre leur sort entre leurs propres mains. La revendication de l'auto-gestion elle-même reste globale et comme théorique. D'un cœur léger, la réalisation en est repoussée pour après un changement de régime politique. On attend la permission d'en haut, comme si l'auto-gestion n'était pas avant tout une question d'état d'esprit, d'initiative et de volonté.

Le remarquable, aux U.S.A., est que cette révolution anti-institutionnelle, anti-capitaliste et anti-gigantisme n'obéit à aucune référence idéologique, à aucun mot d'ordre de parti. C'est une réaction de défense pour ainsi dire instinctive, sur le tas, contre l'insupportable oppression du système. Elle est facilitée par la quasi-absence chez les Américains des traditions et des préjugés qui nous ligotent, nous autres Européens. On a vu que là-bas il ne s'agissait pas d'un vaste mouvement organisé, mais d'un faisceau d'initiatives convergentes, où les syndicats ouvriers, ultra-conservateurs, et le mouvement socialiste, inexistant, brillent par leur absence. On constate non sans étonnement que l'abolition du salariat et autres postulats du syndicalisme sont là-bas entièrement passés sous silence. C'est que chez nous les forces de gauche se battent à l'intérieur du système, alors qu'aux U.S.A. c'est à l'extérieur du système que les mouvements contestataires jettent les bases d'une société libérée du bureaucratisme, des hiérarchies et des pouvoirs. Pour ces raisons et bien d'autres, l'exemple américain ne risque pas d'être copié tel quel. Mais il ne peut manquer, en s'amplifiant, d'exercer une profonde influence sur le caractère des luttes menées sur notre vieux continent. Nos camarades peuvent déjà méditer cet exemple et en tirer des enseignements.

Le premier, à mon avis, est que la révolution n'est pas forcément, ou pas seulement le fait d'une lutte classe contre classe, selon le schéma marxiste : « l'armée du prolétariat » montant à l'assaut de la forteresse capitaliste, belle image d'Epinal. Il y a de tout dans les groupements contestataires américains : des employés, des ouvriers, des cadres. Les militants sont très souvent d'anciens étudiants qui, en leur temps, se sont battus contre la guerre du Vietnam. Le second enseignement est que, non seulement la révolution ne se décrète pas, mais qu'elle ne se fera qu'au prix d'une lutte prolongée et opiniâtre sur le tas, dans les usines et ateliers, dans les communes, sur tous les terrains. Cela, on commençait à le savoir. Alors, pourquoi attendre ? Si cette question est naïve ou impertinente, souhaitons au moins qu'au premier choc psychologique le mouvement se mette en branle. Et surtout ne pas compter sur un gouvernement socialo-communiste, qui fera tout pour étouffer un mouvement non conforme au programme commun et qui menacerait l'Etat sacro-saint.

Mais je m'arrête ; les camarades n'ont pas besoin de mes considérations pour tirer leurs conclusions.

Jacques RECLUS.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

DES SALAIRES, DES PRIX... ET DES PROFITS (1)

Après le soupir des vacances, la rentrée ne s'annonce pas commode. Elle ne l'est jamais, car les difficultés un moment oubliées — en admettant qu'elles ne vous aient par suivi en vacances — se retrouvent aggravées. Mais cette année la rentrée se présente vraiment mal. La hausse des prix durement ressentie jusque dans les vertes campagnes (pas si vertes, cette année) et sur les plages, n'est pas freinée, au contraire. Le percepteur se montre plus pressé (c'est un signe de l'essoufflement de la trésorerie de l'Etat) et il applique inexorablement son échelle mobile à ce qu'on appelle nos « revenus ». La situation ouvrière fait penser au volcan guadeloupéen dans sa phase préparatoire.

Les têtes du pouvoir sont un peu désemparées. Pendant qu'elles prennent part à la destruction des espèces animales dans le Zaïre, ou qu'elles goûtent aux douceurs trompeuses de la Côte d'Azur, le franc fout le camp. Haro sur le spéculateur ! Mais, de son point de vue d'industriel, de financier « responsable », de son point de vue de capitaliste, il faudrait qu'il soit fou pour ne pas « spéculer », c'est-à-dire pour ne pas « se couvrir », pour ne pas sauvegarder son avoir et celui de ses actionnaires et clients. Ils lui reprocheraient son incompétence s'ils ne le faisait pas. La spéculation aggrave le phénomène ; elle n'en est nullement la cause.

Ce que je dis-là, Michel Debré l'a écrit (voir « Le Monde » des 18 et 19 août). Vous me direz que ce n'est pas une référence. Dans le cas particulier, ç'en est une. Cet homme, réputé forte tête du régime, joue le rôle de prophète de malheur parmi ses pairs du régime en place. Peut-être revendique-t-il ainsi sans le déclarer un rôle plus actif dans les affaires du pouvoir. Il n'est pas exclu qu'on le revoie bientôt ministre des finances ou même premier ministre. Le pari vaut d'être tenu ; la valse des ministres est si étrange, si imprévisible dans ce régime qui n'est plus parlementaire. On pourrait faire « un tiercé » avec ce gouvernement attendu en septembre et pour lequel toutes les hypothèses sont permises tandis que s'écoulent ces dernières journées d'août, déjà déclinantes.

Pour parler comme Michel Debré, il y a « une physique » de l'économie. Nous le pensons comme lui. C'est sur la cause première de la hausse des prix, ou de la baisse de la valeur du franc (deux façons d'exprimer la même chose) que nous commençons — et ce n'est qu'un début — à ne plus être d'accord avec ce curieux personnage de « l'établissement » d'aujourd'hui.

Cette « physique », une ménagère ouvrière est la mieux placée pour la comprendre, pourvu qu'elle ne se laisse pas prendre au jargon volontairement incompréhensible des spécialistes : considérons le panier de la ménagère en 1974 ; il contient des marchandises en nombre et qualité déterminés. Supposons qu'il ait coûté 25 francs. Considérons le même panier en 1976, avec le même contenu ; si la ménagère a dépensé alors 50 francs pour l'emporter, cela veut dire que le franc a été dévalué de moitié. Tout le reste n'est que digression et détail seconcondaire. Les capitalistes se défendront en doublant (au moins) leurs profits en francs nominaux. Quant aux travailleurs, ils essaieront de maintenir leur pouvoir d'achat en bagarrant pour l'échelle mobile (je dis qu'ils essaieront, parce qu'il n'est pas sûr que, dans l'exemple considéré, ils aient réussi à faire doubler nominalement le salaire horaire moyen). M. Michel Debré soutiendra évidemment qu'il a plus que doublé dans le même temps et il y découvrira, devant tout le monde, la cause de l'inflation. Haro sur les salaires ! Nous ne le laisserons pas tranquille sur cette position.

Voyons d'abord ce qui se passe, pendant ce même temps, sur le plan extérieur. Reprenons le panier de la ménagère. Supposons que ce panier, de contenu sinon égal du moins équivalent, ait coûté en Allemagne (en 1974) 20 marks ; cela veut dire qu'à l'époque 1 mark valait 25/20, soit 1,25 franc. Si, en 1976, ce toujours même panier coûtait 40 marks au lieu de 20, rien ne serait changé dans les valeurs relatives du mark et du franc. Mais si, au contraire, ledit panier coûte en 1976 seulement 25 marks (c'est-à-dire si la hausse des prix a été nettement plus faible en Allemagne qu'en France) alors le malheureux franc en prendra un bon coup sur les marchés extérieurs : 1 mark vaudra 50/25, soit 2 francs ! Voilà « la physique » élémentaire de l'économie. Laissons les discoureurs à leurs musiques. Ce n'est pas de la musique « pop », c'est de la rengaine.

Mais alors comment faut-il faire pour arrêter la hausse des prix, au moins pour s'arranger qu'elle ne dépasse pas en France ce qu'elle est en Allemagne ? Nous pourrions dire : « Messieurs, beaux messieurs, débrouillez-vous ! » Mais nous voulons justement savoir comment ils se débrouillent, ou comment ils n'arrivent pas à se débrouiller. Remarquons déjà que personne parmi eux ne dit : « il faut supprimer l'inflation » ; ils disent : il faut la maintenir à un niveau « acceptable ». Nous avons déjà montré que sans une certaine création monétaire, une certaine inflation, il n'y a pas d'expansion. Pour M. Michel Debré et ses pareils, la cause est entendue depuis longtemps : ce sont les salaires qui montent trop vite (les salaires et « autres revenus » dit-il : mais il est discret sur ces autres revenus, sur la manière de mesurer leur grandeur et leur évolution, alors qu'il ne manque pas de chiffres pour « démontrer » que les salaires haussent davantage et plus vite que la production).

La solution ressort donc aussitôt : il suffit de stopper la hausse des salaires, au moins de la limiter à un taux « acceptable » (déterminé par

(1) Ce premier paragraphe a été écrit, le lecteur le comprendra, dans les derniers jours d'août. Les têtes du jeu de massacre ont été changées ou permutées depuis. Les problèmes n'ont pas changé. Le camarade rédacteur sera quitte à ajouter un autre paragraphe pour voir comment le nouveau premier ministre, maître ès art en économie et finances européennes, prétend se tirer d'affaire dans ce casse-tête de l'inflation et (espérons qu'il ne l'oublie pas) du chômage.

quoi et par qui ?) pour que l'inflation soit elle-même stoppée, au moins arrêtée à un niveau lui-même acceptable. Autrement dit : il faut que les salariés consentent à se porter plus mal (stagnation ou régression effective de leur pouvoir d'achat) pour que le franc se porte mieux. Il faut un « consensus social » ! Le jargon officiel s'est enrichi de ce terme ces derniers temps. Ce serait parce que ce « consensus social » n'existe pas en France, alors qu'il prospère en Allemagne, que tout va bien d'un côté et mal de l'autre. M. Michel Debré ironise d'ailleurs sur ce point ; pète-sec comme il est, il dit qu'il faut tout simplement l'imposer pour qu'il soit, en fin de compte, accepté.

L'Allemagne, et plus particulièrement l'Allemagne syndicale, nous sont ainsi données en exemple. Il faut alors poursuivre la comparaison et expliquer pourquoi, avec une inflation moindre, le salaire moyen de l'ouvrier allemand est supérieur à celui du camarade français et pourquoi le premier le gagne en travaillant moins longtemps que le second.

Puisqu'on en est à préconiser une politique des revenus, il faut pouvoir et savoir étudier ces derniers dans toute leur étendue, leur composition et leur échelle. Ce n'est pas commode. Les experts de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) se sont pourtant livrés à ce travail. Il paraît qu'ils l'ont fait avec beaucoup de science et de conscience, en tenant compte de tous les éléments du revenu et des prélèvements par l'impôt. Il convient de mettre en évidence une des conclusions de cette étude : pour parler comme Gilbert Mathieu du « Monde », la France détient haut la main « la médaille d'or » des inégalités. Si l'on fait le rapport entre la part de revenu des 20 % de la population ayant les revenus les plus élevés avec la part des 20 % les plus mal nantis, on trouve que la première reçoit 11,2 fois ce que reçoit la seconde ! Le même rapport n'est que de 7,1 pour l'Allemagne fédérale, de 4,8 pour la Suède. Direz-vous que lorsque un cinquième de la population française accapare plus de 47 % du revenu total, cela n'est pas une cause d'inflation ? Nous ne sommes pas les seuls à dénoncer cette injustice majeure comme une des causes de l'inflation non contrôlée : des experts non moins savants avaient été chargé par la Commission du Marché commun de Bruxelles d'établir un rapport sur les causes actuelles de l'inflation ; le groupe d'experts comprenait notamment Heinz Markmann, directeur de l'Institut d'Etudes économiques du D.G.B., la centrale syndicale allemande (n'est-ce pas intéressant ?). Ce rapport, demandé à la fin de 1974 et déposé il y a peu de temps, confidentiellement, déclare entre autres : *« il faut renoncer à notre mode de vie très sophistiqué, ostentatoirement gaspilleur, et donc très inflationniste ».*

***

Le camarade Edmond Maire tombe tout à fait d'accord avec moi dans une interview récente, ou, si vous préférez, c'est moi qui est d'accord avec lui. J'en suis bien content. Il n'en va pas de même avec Le Guen. Vous connaissez Le Guen ? C'est le secrétaire général de l'Union des ingénieurs et cadres C.G.T. Ça ne lui va pas cette question du resserrement de l'éventail des salaires (ou dénommés salaires abusivement). Il est pour l'inégalité économique ; il n'a pas l'air de se douter qu'il défend en arrière-garde (il est déjà battu) la déviation contre-révolutionnaire introduite dans le mouvement ouvrier par un certain Staline. S'il le veut, nous le lui montrerons. Pour le moment il défend encore la position réactionnaire du parti communiste français. Mais ce dernier peut changer encore, sur ce point-là comme sur beaucoup d'autres. C'est précisément à ce point-là que nous l'attendons.

Pour l'édification et l'instruction de Le Guen (car, a priori, il ne faut jamais désespérer des hommes) emmenons-le au Brésil. Pourquoi au Brésil ? Parce qu'il y a là-bas comme ici, vous le pensez bien, des gars qui « se sucrent », mais pas davantage qu'en France (si ce n'est ailleurs sous d'autres drapeaux). Profitant pour un temps d'une relative liberté rendue à la presse, le quotidien « O Estrado de Sao Paulo » a ouvert une campagne contre le train de vie des grands commis de l'Etat : c'est ainsi que le ministre du travail aurait vingt-huit employés de maison à son service, qu'un président d'une société minière se construirait des villas aux frais du trésor public. Ce ne sont que des exemples entre cent, entre mille peut-être. Ce même journal note que si ces « super-fonctionnaires » brésiliens sont payés aussi cher, sinon plus, que leurs homologues des USA, en revanche l'ouvrier de Rio ou de Sao Paulo gagne dix fois moins que celui des Etats-Unis.

Mais combien gagnent-ils donc ces technocrates brésiliens ? A la suite de cette campagne, le gouvernement brésilien (libéral en diable, comme vous le savez) a publié un décret limitant à 80 000 cruzeiros par mois les plus hauts salaires de la fonction publique. Combien cela fait-il dans la monnaie que nous utilisons faute de mieux ? Si j'en crois « Le Monde » du 12 août dernier, cela fait près de 40 000 francs, 4 millions donc d'anciens francs par mois. Oh ! J'en connais en France qui trouveront que ce n'est pas beaucoup. Edmond Maire n'a-t-il pas dit, dans l'interview précitée : *« les Français n'ont pas idée du nombre considérable de gens qui, dans ce pays, se mettent dans la poche vingt millions d'anciens francs par mois ! »*

***

Revenons à la situation en France. Nous écrivons ce jour-même où doivent jaillir de l'Elysée un nouveau plan anti-inflationniste, et aussi, une nouvelle équipe ministérielle, neuve ou raccommodée (la précédente qui lui ressemblait comme une sœur ayant reçu les félicitations d'usage). Cette seconde partie du spectacle ne nous intéresse guère ; la première nous touche, car nous paierons.

Le gouvernement suivra-t-il les Debré et Pinay, c'est-à-dire au fond décrétera-t-il une politique déflationniste qui consiste essentiellement à réduire le pouvoir d'achat de la population travailleuse, directement ou indirectement productrice ? Il prendrait de gros risques en le faisant. On sait que le volcan guadeloupéen « La Soufrière » doit exploser un jour. Des grondements l'annoncent. Voulez-vous précipiter l'explosion ?

Mais peut-être les hommes qui sont à la barre du rafiot capitaliste libéral avancé, bien malmené par les vents atlantiques, ou sibériens, n'iront-ils pas à reculons ? Je m'en réfère à ce que déclarait un certain ministre des finances en 1973 :

« Le gouvernement ne fera pas, en tout cas, une politique bête, comme celle que l'on me recommande de tous côtés : la déflation ou le blocage général des salaires et des prix. Le gouvernement ne fera pas la politique de Pierre Laval. J'ai lu que certains imaginaient qu'on pouvait soit bloquer, soit réduire les rémunérations. Tout cela, en 1973, est puéril et politiquement absurde. »

Ce ne le serait pas moins en 1976. Le ministre qui parlait ainsi s'appelait Giscard d'Estaing. Souhaitons au président de la République d'aujourd'hui de n'être pas plus bête.

CHANGER LE CHEF D'ORCHESTRE OU CHANGER LA MUSIQUE ?

C'est donc fait : le premier ministre est changé ; quant au plan anti-inflationniste, nous l'attendons encore dans ces premiers jours de septembre.

Tout le monde s'attendait à ce changement de tête. C'est seulement la façon dont il s'est fait qui peu étonner un peu. La manière d'abord : une mauvaise humeur déclarée, une hargne qui en dit long sur l'unité qui règne dans ces hauteurs. Mais la façon dont on a colmaté la crise n'étonne pas : c'est — comme on dit aujourd'hui — de la politique « politicienne », un dosage qui, avec une constitution qui admet quelques privautés, rappelle les temps de la IV[e] et même de la III[e] république.

***

Ces jeux ne nous intéressent pas. Ce qui nous intéresserait, ce serait d'avoir une idée approximative des projets de M. Raymond Barre pour juguler l'inflation (sans freiner la reprise économique et augmenter le chômage, tout est là, ce qui n'est pas commode si l'orientation générale du gouvernement vers le capitalisme dit libéral n'est pas modifiée). Car enfin, que faisait le gouvernement précédent, dont M. Raymond Barre était une des illustrations, sinon lutter contre l'inflation ? Il disait qu'il ne faisait que ça et il annonçait les étapes de sa démarche où il arrivait, à chaque fois, hors des délais : Giscard ne fera jamais croire qu'il ignorait ce que faisait Fourcade. Raymond Barre ne l'ignorait pas non plus.

Ce nouvel homme d'Etat est très distingué, dit-on, A priori nous n'avons rien contre lui ; il n'a pas de mal à être à première vue plus sympathique que son prédécesseur. C'est un professeur éminent, « le premier économiste de France », Giscard dixit. Nous respectons sa science discutable, mais nous l'attendons « au tournant », c'est-à-dire que nous voudrions bien savoir ce qu'il a dans la tête pour vaincre l'inflation, sans créer des difficultés plus dures à la classe ouvrière. Si l'on s'en tient à ce qu'on dit de lui, des idées qu'il répandait dans sa chaire professorale, on a du mal à se faire une opinion, étant donné les oscillations et contradictions que l'on trouve, sinon dans son enseignement (et encore !), en tout cas dans ce qu'en disent ceux qui l'ont fréquenté.

Nous voyons seulement apparaître, avec une répétition qui nous met en alerte, la « stabilisation du pouvoir d'achat ». Les travailleurs savent parfaitement ce que cela veut dire puisqu'ils entendent ce refrain depuis qu'ils travaillent et qu'ils luttent pour leur bifteck. On n'attend pas d'eux sans doute qu'ils se mettent à le chanter.

Dans sa première conférence de presse, on a évidemment interrogé M. Barre sur ses projets. Il n'a rien voulu en dévoiler (nous supposons qu'ils existent). Il a dit qu'il fallait d'abord qu'il consulte ses dossiers. Il ne nous fera pas croire que, lui, éminent économiste et ministre du gouvernement d'hier, il n'a pas déjà quelques idées sur l'art et la manière de maîtriser l'inflation (sans stopper la reprise économique, répétons-le). Il a déclaré : « la lutte contre l'inflation n'est pas une question technique, c'est une question politique et sa solution est globale ». Mais c'est bien cela ! Le tout est de savoir si la nouvelle équipe de Giscard d'Estaing a une politique de remplacement, bousculant celle d'hier et les principes même du libéralisme capitaliste, cette politique qui a échoué contre l'inflation et contre le chômage. Nous craignons qu'elle n'en ait pas.

FRANCE-SOIR, M. HERSANT ET LE P.C.F.

Main basse sur « France-Soir », pourrions-nous écrire, comme une suite à « Main basse sur le Figaro », livre dont nous avons rendu compte dans notre précédent numéro. Nos lecteurs sont déjà édifiés. Ils connaissent ce personnage bien typé du capitalisme libéral avancé (mais oui, avancé) qu'est M. Robert Hersant ; ils savent que les moyens ne lui sont pas mesurés pour accaparer la presse de grande diffusion. Les journalistes seront bien payés pourvu qu'ils fassent leur métier comme l'entend M. Hersant : une plume agile et un style imagé, quelquefois un bon reportage dans le « no mans land » entre deux armées tiraillant (les occasions ne manquent pas) ; s'ils veulent penser, ils le feront rentrés chez eux, le boulot terminé.

Bien entendu, notre solidarité est acquise pleinement aux journalistes en révolte (même si on pourrait leur reprocher de s'être si tardivement révoltés). L'avocat de M. Hersant, devant l'instance de référé introduite par la société des rédacteurs et l'intersyndicale des journalistes, a déclaré : « les journalistes n'ont pas à choisir leur patron ».

Ce propos n'aurait pas autrement d'importance si, à peu de chose près, il n'était repris par le syndicat du Livre C.G.T. Dans un communiqué du 19 août, « les travailleurs du Livre C.G.T. de France-Soir » (appuyés bientôt par toute la hiérarchie confédérale) déclarent d'abord que la lutte engagée par la rédaction ne peut avoir que leur assentiment. *« Néanmoins* (néanmoins, vous suivez bien) *néanmoins la poursuite de ce mouvement sur des bases de lutte ayant pour conditions « tout sauf Hersant » nous apparaît comme dangereuse, une telle position ne permettant d'autre alternative que la capitulation de l'une ou l'autre partie, et en ce sens est une position de tout ou rien qui peut permettre toutes les menées aventuristes entraînant les pires conséquences. »*

Voilà une singulière motion de solidarité. En fait, c'est un lâchage. M. Hersant trouvera son compte à tant de modération et de sagesse. La même mo-

tion qui déclare ne plus « cautionner un mouvement suicidaire », ajoute encore ceci :

« Refuser Hersant à tout prix en tant qu'individu et dans le même temps entreprendre des démarches pour favoriser l'appropriation du journal par d'autres, ne nous semble pas être une motivation permettant de préserver et défendre l'intérêt des salariés de l'entreprise. »

Ah ! ah ! il s'agit sans nul doute de barrer la route aux propositions faites par le propriétaire et la direction du « Nouvel Observateur » pour prendre en main un nouveau « France-Soir ». Cette fois, on choisit son patron !

Ce n'est pas la première fois. Qu'on se souvienne : dans son livre Périer-Daville s'étonnait déjà du fait que, dans le conflit du *Figaro*, la section du Livre C.G.T. ait à un certain moment retiré sa « caution ». Le même phénomène s'était produit à « Paris-Normandie ». Dans les trois cas, vous remarquerez qu'il s'agissait du même patron : Robert Hersant. Comment voulez-vous que notre attention ne soit pas retenue par cette coïncidence ? Notre étonnement, c'est que personne (personne de « responsable » !) à notre connaissance, n'ait fait quelque commentaire sur cette motion du syndicat C.G.T., manifestement téléguidé par la direction communiste. Tout le monde sait que la vieille Fédération du Livre, riche d'un beau passé syndicaliste, est actuellement un des champs de manœuvre du P.C.F. La position que le syndicat C.G.T. vient de prendre dans le conflit de « France-Soir » lui a été dictée par la direction communiste. Elle ne l'emportera pas au paradis de la classe ouvrière.

ALLONS AU-DEVANT DE LA VIE !

Une question non résolue et qui ne paraît pas en passe de l'être, c'est celle de l'ouverture de l'université vers la vie, la vie active, productrice, vers les activités réelles de l'homme comme participant au travail socialement utile et — cette obligation étant remplie, autant que possible inaliénante — muni des moyens d'organiser librement son existence individuelle. On a parlé justement de « ghetto » universitaire. M. Haby, ancien et nouveau ministre de l'Education Nationale, ne semble pas avoir fait preuve de la compétence et de l'intelligence nécessaires, sinon à résoudre, du moins à bien poser la question, ce qui est un préalable. Il est vrai que si, après l'avoir bien posée, on voulait commencer à la résoudre, on se heurerait aux « structures » de la société et ce ne sont certainement pas M. Haby et l'équipe ministérielle dont il fait partie qui sont qualifiés pour les changer.

Dans la brochure « Les trois phases de la révolution socialiste », née d'une réflexion collective, nous avons préconisé l'entrée de tous les jeunes gens, à l'âge de seize ans, dans la vie industrielle telle qu'elle est pour tous ceux qui y gagnent leur pain. Nous avons montré comment l'université, école permanente pour tous les âges, s'ouvrait, après ce passage, à ceux qui avaient la vocation et les moyens de devenir des étudiants, puis des chercheurs et des savants, dans une ou plusieurs branches du savoir universel.

Nous avons essayé de montrer comment pouvaient s'harmoniser les enseignements conjoints de la vie industrielle et de l'université, « l'ouverture » se produisant dans les deux sens : de l'université vers la vie industrielle, mais aussi et peut-être avant, de la vie industrielle vers l'université.

Bien entendu, on nous taxera d'utopie. Nous passons notre temps à voir entrer dans la réalité, timidement et partiellement, nos utopies. C'est ainsi que j'ai lu que quelques universités avaient organisé un enseignement dit « par alternance », sorte de système de va-et-vient entre l'université et le monde professionnel.

Des savants colloques universitaires ont abordé la question, notamment celui d'Orléans en 1970. Des expériences ont été faites à Lille et à Metz, mais ce fut plutôt sous la forme de stages industriels d'application, ce qui était déjà fait depuis pas mal de temps dans les grandes écoles. Mais l'expérimentation a atteint Paris, l'université de Jussieu. Oh ! elle n'a touché encore que quelques étudiants. C'est un début prudent, trop prudent. Mais il s'agit là d'une véritable alternance entre les études supérieures et le travail professionnel, qu'il soit ou non en rapport avec les études.

Il faut avancer plus résolument dans cette voie, organiser les études pour qu'elles soient pratiquement accessibles à ces travailleurs, prévoir aussi, pour eux, des bourses spéciales, faire tout ce qu'il faut pour développer cette expérience qui — selon nous — devrait devenir la règle.

Ça n'ira pas loin, dira mon ami gauchiste, ou bien ça sera « récupéré ». On verra bien. Il faut que l'action mette au jour les contradictions pour qu'il soit question de les surmonter.

R. GUILLORE.

A PROPOS DE L'INDICE DES PRIX

Le dossier des indices est une nouvelle fois ouvert, certaines organisations syndicales, entre autres la C.G.T., en font maintenant un préalable à toute négociation, il s'agirait notamment de considérer l'indice officiel (publié par l'INSEE) comme truqué ou pour le moins minoré par le grouvernement et de conclure :

Nous, organisations syndicales, nous publierons notre propre indice qui lui est exact.

Il faut donc que les négociations — Employeurs et Organisations syndicales — reconnaissent cet état de fait et que la discussion, voire le conflit, s'instaure sur la validité de l'indice, il y aurait en quelque sorte l'indice sauveur et l'indice destructeur.

J'ai (et c'est volontairement que nous employons la première personne, les militants n'étant peut-être pas tous d'accord sur ce point) beaucoup de difficultés à accepter ce genre de raisonnement ; pour étayer ma thèse, il y a lieu de préciser quelques éléments :

Il n'est pas question, bien entendu, de remettre en cause l'honnêteté des fonctionnaires qui effectuent les relevés des prix, ils effectuent leur travail avec intégrité et compétence ; le principe des calculs d'indice (295 postes) est basé, actuellement, sur l'ensemble des ménages urbains vivant sur le territoire français, dont le chef (ménage) est ouvrier ou employé sur une consommation courante d'où sont cependant exclus la réparation des vêtements, les services juridiques...

C'est d'ailleurs la démarche classique pour la définition de tout indice, on s'efforce, par analyse, de rechercher la consommation type d'un ménage et on en suit l'évolution — la moyenne de celle-ci, en fonction de diverses pondérations entre postes, (qui sont d'ailleurs pour les 295 postes révisables tous les ans) constituant le correctif indispensable.

Donc, en théorie, le résultat indiciaire constaté en pourcentage et l'obtention d'un pourcentage complémentaire devraient conduire à l'amélioration du pouvoir d'achat. Eh bien ! j'en doute.

Si nous retenons que les indicateurs sont fixes — quelle importance accorde-t-on aux pressions sur les prix, je m'explique à l'aide d'exemples :

Dans pratiquement l'ensemble des cafés-restaurants figure le panneau « boissons pilotes », cela signifie que la chambre syndicale des débits de boissons a passé, pour ses adhérents, un accord avec le ministère des finances par lequel les cafetiers s'engagent à ne pas faire payer certaines boissons à des tarifs autres que, disons 1,10 F. pour le verre **d'eau minérale au comptoir,** en contrepartie les prix sont libres pour le reste, donc cette eau minérale avec un sirop peut être vendue à n'importe quel prix (sauf erreur, les débits de boissons ont d'ailleurs lancé, il y a quelques jours, une grève de 2 heures pour protester contre l'extension de cette mesure à la salle).

Bien entendu, les boissons pilotes sont incluses dans les indicateurs servant au calcul de la variation des prix.

Il en va de même d'autres produits de consommation courante (alimentaire) ainsi que, dans les produits non alimentaires ; quel que soit le choix de l'indicateur en matière de chaussures par exemple (imaginons une paire de chaussures en box de couleur marron) qui empêchera les dames et jeunes filles de leur préférer (1) des chaussures de couleur, style mode à talons compensés, qui elles seront hors indice, pour entre autres bonnes raisons qu'elles n'existaient pas quelques semaines plus tôt ? Et que leur vie sera d'ailleurs éphémère (relions ceci à l'agression de la publicité et son influence sur nos choix).

C'est ce que j'ai coutume d'appeler le « génie » individuel, le choix de chacun et c'est très bien ainsi, nous ne sommes pas dans une société normalisée.

Enfin, revenons à notre chef de famille, son comportement est-il identique à 25 ans et 50 ans, ses besoins ses dépenses, l'utilisation de ses revenus salariés sont-ils les mêmes ? A 25 ans, n'est-il pas naturel d'être locataire et à 50 ans ne peut-on prétendre à l'acquisition d'un appartement ?

Donc, sauf normalisation à la « chinoise » tous les indices, y compris les indices syndicaux, sont par définition imparfaits.

Et quand bien même, par miracle (et dans le syndicalisme on ne croit guère aux miracles) nous trouvions un indice parfait ou pour le moins un indice incontesté parce que négocié, notre résistance serait la même.

Encore une fois, cela mérite explication :

Un indice parfait, incontesté, serait donc le reflet de l'augmentation du coût de la vie, base des négociations entre interlocuteurs sociaux et si la partie adverse (le patronat, les gestionnaires) acceptait une progression du pouvoir d'achat, la négociation se limiterait à cette discussion.

Ou alors, tout simplement, en début d'année, il serait établi que l'indice constaté (et incontesté je le rappelle) a varié de **X %** auquel l'employeur accepterait de joindre **X %** — quelle serait l'activité syndicale ?

Cela signifie que dans le meilleur des cas nous arriverions à la police des salaires (donc à la politique des revenus) et que le syndicalisme, son action militante, ses adhérents perdraient tout intérêt.

Pourquoi en effet se syndiquer, prendre conscience de sa situation de salariés, revendiquer, s'il est établi que par la répétition du constat plus une amélioration du pouvoir d'achat, la position relative des salariés évoluerait par exemple de 50 % en 10 ans (5 % de progression du pouvoir d'achat sur 10 ans), n'en arriverions-nous pas rapidement à la notion de masse salariale et dans cette éventualité le rôle du syndicat ne serait-il pas réduit à celui de répartiteur, ce qui conduit inéluctablement à la lutte catégorielle, voire aux oppositions entre catégories de salariés ?

Or, les partisans de la politique conventionnelle savent mieux que quiconque que celle-ci s'établit en fonction du rapport de force, il ne faut d'ailleurs pas analyser celui-ci au seul plan de la profession, il est conjoncturel, ponctuel, professionnel, interprofessionnel et il évolue, il est différent la veille des élections politiques, c'est le rôle du syndicat de l'exploiter au maximum, le syndicalisme est opportuniste dans le bon sens du terme.

Donc, toute formule qui apporterait le bonheur par avance (ou qui programmerait l'aisance) est à rejeter.

Au demeurant, que signifierait une progression programmée du pouvoir d'achat, est-ce le syndicat des travailleurs qui détient les secrets de la planche à billets, qui conduit à la dévaluation de fait, qui en un mot dirige la politique monétaire de l'Etat et le taux des changes ?

Donc, pour une politique de salaires conventionnelle saine, nul n'est besoin d'indice, ceux-ci servent tout au plus d'arguments, dans ce domaine l'arithmétique ne joue pas, le syndicat est là pour cristalliser la revendication, il prendra en charge les intérêts tels qu'ils sont ressentis par les travailleurs. A partir de là, toute querelle sur les indices (et leur honorabilité) n'est que diversion.

Quel que soit l'employeur (ou le gouvernement) protégeons-nous de l'indice incontesté.

Marc BLONDEL.

---

(1) Ce n'est d'ailleurs qu'une répétition, il en est ainsi à chaque fois qu'un produit est taxé, le fabricant recrée une denrée comparable (ou proche) qui elle ne subit pas la taxation.

—A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

L'AFRIQUE DU SUD EN EBULLITION. — Portugais, Espagnols, Français, ont quitté ou sont sur le point de quitter leurs dernières possessions africaines. Mais au Sud du même continent, les gouvernements blancs d'Afrique du Sud et de Rhodésie, s'obstinant à ne rien comprendre au grand mouvement d'égalité raciale qui secoue la planète, s'acharnent à maintenir le système de l'apartheid, condamné par l'histoire. En Afrique du Sud, à propos d'une question linguistique qui peut paraitre secondaire (le droit pour les Noirs d'apprendre à l'école l'Anglais plutôt que l'Afrikaan, langue dérivée du néerlandais et qui celle de leurs oppresseurs), la révolte des opprimés a éclaté, et Voster y a répondu par la répression sanglante. Des morts et des blessés ont jonché le sol. En refusant aux Noirs les droits les plus élémentaires, les Blancs de ce pays se préparent de terribles lendemains.

Ici se pose une question qui nous concerne, nous révolutionnaires de France : les armes employées par Vorster contre les Noirs lui ont été fournies, partiellement au moins, par notre gouvernement. C'est là le côté déplaisant de la politique extérieure gaulliste ou post-gaulliste. On fournit des armes à n'importe quel pays, sans se soucier de ce qu'il en fera. Faut-il aller jusqu'à dire comme Charlie-Hebdo, publication dont je n'aime pas le ton ordurier habituel : « Ouvriers français assassins », et montrer un ouvrier prononçant ces paroles : « Je fabrique des armes, je ne fais pas de politique ». Les ouvriers métallurgistes qui fabriquent armes et munitions ne savent pas d'avance à qui elles seront vendues. Ne devraient-ils pas refuser de fabriquer des armes, sachant que l'on n'en fera rien de bon ? Dans le contexte de la société capitaliste, c'est demander l'impossible.

ESPAGNE : LA DIFFICILE MUTATION. — Le bourgeoisie espagnole voudrait l'alignement du pays sur l'Europe occidentale. Le roi Juan Carlos semble d'accord. Mais la Phalange demeure puissante. Une évolution pacifique vers la démocratie, même bourgeoise, est pour le moins malaisée dans un pays qui a subi quarante ans de dictature. C'est pourquoi Suarez, connu pour ses attaches avec les Phalangistes, a été choisi comme Premier Ministre. Malgré le désir assez général en Espagne de tranformation dans la légalité (on craint une nouvelle guerre civile, et ceci dans toutes les classes de la société) le chemin que l'on croit pouvoir suivre est utopique. Il faudra briser la résistance des fascistes espagnols, et ceci suppose une épreuve de force qui ne peut rester pacifique. Au cours de la lutte, la monarchie devra être balayée, et le prolétariat devra trouver la voie du socialisme.

A ce sujet, la situation de l'Espagne est différente de celle des autres pays d'Europe occidentale, à cause d'une longue et persistante tradition anarchiste. Et j'ai été heureux de lire dans le « Nouvel Observateur » quelques lignes de Jean Rous (encore un de mes anciens compagnons de lutte) affirmant la nécessité d'un accord entre les marxistes et les anarchistes espagnols, et rappelant que Trotsky lui avait parlé dans ce sens pendant la guerre civile. Nous entendre sur ce qu'il y a lieu de faire dans le présent vaudra mieux que nous jeter à la figure un rappel de nos luttes fraticides passées.

LE MOYEN-ORIENT DECHIRE. — Que dire encore sur l'épouvantable drame du Liban ? Je ne puis plus que manifester mon écœurement.

Ecœurement de constater que les Phalangistes (entre eux et ceux d'Espagne, il y a plus qu'une similitude de nom) préfèrent détruire le pays plutôt que chercher une voie d'entente avec la majorité musulmane.

Ecœurement de ce que le gouvernement syrien d'Hafez El Assad a délibérément rejoint le camp de l'impérialisme, et prête main-forte à la réaction libanaise.

Ecœurement de ce que les Palestiniens, ces pauvres gens chassés de chez eux, se font massacrer partout où ils essaient de s'organiser et d'agir : en Jordanie sous les coups des soldats du roi Hussein, au Liban sous ceux des Phalangistes et de l'armée syrienne.

Qu'y a-t-il derrière tout cela ? Au Moyen-Orient, chacun est persuadé que la CIA a fomenté un complot pour que soit créée dans la région, au moyen d'un petit Liban chrétien, une seconde tête de pont américaine. Si complot il y a, il n'a que trop bien réussi, et l'on est en train de liquider la question palestinienne en liquidant physiquement les Palestiniens. Quand ce sera fait, chacun dira qu'il n'a pas voulu cela.

Dans l'immédiat, la situation apporte à la Syrie des difficultés qu'elle a elle-même contribué à créer : elle se voit contrainte d'accueillir les réfugiés qui affluent du Liban, fuyant l'enfer des combats. Ceux qui le peuvent s'envolent de Damas vers d'autres pays. Les autres, les plus démunis, restent, et la Syrie qui déjà était incapable d'absorber ses réfugiés palestiniens ne pourra leur procurer des moyens d'existence normaux. Ainsi la situation du Moyen-Orient empire et se détériore chaque jour davantage.

19 juillet 1976.

Jacques GALLIENNE.

P.S. : Dans le numéro de juin-juillet de la R.P., j'ai cité comme mort dans l'oubli le sultan fantoche du Maroc Mohamed ben Arafa. Je le croyais en effet mort depuis longtemps. Je me trompais, car son décès, qui a eu lieu dans la nuit du 17 au 18 juillet 1976, vient seulement d'être annoncé. Mais il n'en est pas moins exact qu'il a fini sa vie dans l'oubli.

N.d.l.R. — L'abondance des matières nous contraint à reporter au prochain numéro une partie de la chronique de Gallienne intitulée : « Quelle révolution voulons-nous ? ».

ENTRE NOUS

Où en sommes-nous avec ce numéro de rentrée ? Vous pensez bien que nous ne sommes pas quittes des difficultés qui nous cernent. Nous sommes d'abord très éprouvés par la disparition d'amis parmi les plus chers : Alexandre Croix hier, Robert Louzon aujourd'hui. La fin de ce dernier, c'est aussi la fin de toute une période lourde d'événements dans lesquels il a pris sa part personnelle. Serions-nous amenés à dire que c'est aussi la fin de cette revue dont il fut un des maîtres d'œuvre, qu'il anima depuis sa fondation de son souffle révolutionnaire et de sa science ?

Non, ce ne sera pas la fin si l'on en croit les encouragements et les contributions dont on trouvera encore la trace dans ce numéro.

Son contenu prouvera encore que « la R.P. » n'est pas morte. L'abondance et la variété des articles reçus sont les preuves d'une vitalité qui perdure. Veillons ensemble à ce que cette reprise ne soit pas sans lendemain.

AVIS AUX SOUSCRIPTEURS
du livre « Les 50 ans de la R.P. »

La mort subite du regretté camarade Alexandre CROIX a arrêté la rédaction de l'ouvrage sur **« Les cinquante ans de la R.P. »**. Qui plus est, les recherches dans les nombreux papiers de notre ami disparu n'ont pas encore permis de retrouver les feuillets du travail qu'il avait entrepris et, paraît-il, presque achevé.

Les camarades souscripteurs comprendront le retard dans la parution de l'ouvrage. Nous les tiendrons au courant de la suite que nous pourrons donner à l'œuvre interrompue.

PARMI NOS LETTRES

Un bouquet

De Tony PEYRE (Loire) :

« Pour que vive la RP jusqu'à... son centenaire. Bon courage d'un syndicaliste depuis bientôt vingt ans dans l'action coopérative. »

D'Antoine BORIE (33) :

« Très attaché à la RP, à ses tendances et discussions, il me paraît normal de lui venir en aide.

Le décès subit d'Alex Croix m'a beaucoup touché. La revue perd gros, indiscutablement. »

De Jean CORNEC (Finistère) :

« Plus que jamais il faut tenir. La nouvelle attitude des communistes doit nous inciter à faire connaître la position de toujours de la RP. »

Une fidélité

De Mlle CAILLON (Paris)

J'ai le grand chagrin de vous annoncer le décès de mon père, un de vos adhérents depuis très longtemps. Il appréciait votre revue et en mémoire de lui je continuerai comme s'il était encore là à vous apporter ma contribution.

Explication, mais non justification

De Guy JOUSSAIN (de Brest), cette lettre à Guilloré :

Ce n'est pas sans regret, crois-le, que j'ai décidé de rompre mon abonnement à la R.P. dont je fus le fidèle lecteur depuiis les années 30.

Je réponds ici à tes deux questions :

1°) Pourquoi la R.P. est-elle réformiste ?

Il se trouve qu'elle accorde trop de présentations à F.O., Centrale réformiste type, ce dont le secrétaire général Bergeron fait grand état et qui se place dans la ligne du pouvoir avec de trop minces variantes à mon gré. N'est-il pas reçu en interlocuteur privilégié assez fréquemment pour donner bonne conscience aux instances dirigeantes ?

Les princes qui nous gouvernent ont toujours besoin d'un tampon pour neutraliser en partie les revendication jugées excessives des autres centrales ouvrières. La politique à ce niveau ne consiste-t-elle pas à diviser pour régner ?

En bref sans nier la valeur militante de F.O. et de certaines de leurs fédérations, ce magouillage avec le pouvoir m'a toujours semblé hors de propos.

Sans doute vais-je te sembler rétrograde, mais je doute qu'un tel programme fait de petits pas, de concessions mineures, de vœux théoriques et bonnes intentions arrive à concrétiser les aspirations du monde du travail. Si l'on s'en réfère à la charte d'Amiens, le but essentiel du syndicalisme est l'élimination du capitalisme et le pouvoir de gérer ses propres affaires. Pourquoi alors cet attentisme, ce fair-play à l'égard des détenteurs du capital ? Drôle de politique. En tout cas à la R.P. s'il est normal que toutes les opinions soient représentées, celles des fervents de la politique des contrats de progrès y tient trop de place à mon gré.

2°) Pourquoi la R.P. est-elle plus réformiste que la R.P. d'antan ?

J'aimais la R.P. d'antan comme tu dis, parce qu'elle représentait un exemple de lutte permanente continue, offensive contre tout ce qui était représentatif de réaction sociale, patronat, pouvoir en place, politique tortueuse des partis dits de gauche, en un mot l'oppression sous toutes ses formes et ceci sans concessions ni palinodies d'aucune sorte.

C'est dire combien je regrette la participation des Monatte, Louzon, Rosmer, toi-même, camarade Guilloré, Charbit, Faucier, etc... pour ne citer qu'eux, aux activités de la R.P. Mais le passé étant ce qu'il est il ne sert à rien de plonger dans un vain regret. Où sont les neiges d'antan ?

Depuis quelque temps je me suis aperçu que le niveau combatif de la revue tendait à baisser en regard de ses objectifs et de ses ardeurs passées, qu'elle s'enlisait dans de vaines querelles de personnes, qu'elle vivait sur son passé et courait sur son erre, comme il est dit en terme marin, rejoignant ainsi malheureusement sur la route l'insignifiance chère à certaines publications. Certes je ne m'arroge aucun droit de censure mais j'ai tiré trop de satisfaction dans le passé à la lecture de la R.P. pour ne pas regretter son affaiblissement sur les divers plans incriminés. C'est pourquoi je préfère ne pas me réabonner.

En te remerciant pour ta lettre, reçois, cher camarade, mon salut le plus fraternel.

***

ERRATUM : Dans notre numéro de mai, l'article de BEN MILAD était intitulé : *L'ouvrier tunisien menacé.* Il fallait lire : *« L'ouvrier tunisien menace ».*

D'Albert LEMIRE (92)

Notre bon camarade Sauvage, surgissant de la Souterraine (Creuse) m'écrit pour me signifier aimablement que ma mémoire est défaillante à propos de 1936.

Il ne travaillait pas à cette époque chez Jaëger, mais chez Brillé. Il n'appartenait à aucun parti politique. Il était avant tout syndicaliste (même antérieurement à l'explosion de juin 36 — ce qui était assez original).

De la poésie avant toute chose

Le camarade *Jean MAHE*, retiré maintenant dans les Alpes-Maritimes, nous a envoyé trois poèmes. Nous en publions un ci-dessous.

Jean Mahé nous dit dans sa lettre d'envoi :

« Ce sont les articles de Jean Magri qui m'ont donné l'idée et le courage de vous envoyer ces exercices... Je crois comme lui que des faits quotidiens, vécus au niveau de l'individu peuvent et doivent trouver place dans « la RP ». A ce propos, la lettre d'Amérique de P. Aubéry m'a également beaucoup intéressé.

Ce qui ne signifie pas que je sois indifférent aux articles habituels sur l'actualité traités au niveau collectif ou à ceux qui reviennent sur les questions de fond. »

LA PECHE AU THON

Les thoniers s'en vont
en ligne à l'horizon
sur la mer ensoleillée

Partir avec eux
refaire connaissance avec la mer
puissance capitale
avec le vent
qui la met en mouvement

Partager le pain de l'amitié
avec des hommes d'un autre métier

J'ai gardé bon souvenir de mon premier voyage en mer
de l'Oiseau des Vagues et de son équipage

Les soirs de beau temps on restait bavarder sur le pont
Pierre le grand Pierre nous racontait des blagues
à l'échelle de son corps [énormes
à l'échelle du décor
Il faisait bon rire dans l'immensité
dans l'uniformité
atomes frétillants d'un monde vertigineux

Vous parliez aussi de vos misères
travailler beaucoup toujours sans le sou
risquer sa peau pour le gros

Nous faisions de la politique
quelque part sur l'Atlantique

Assez causé
bonsoir à la lune
magnifique dans la douceur bleu sombre
et dodo dans le grand berceau.

LETTRE D'AMÉRIQUE

CE QUE L'ON PENSE DES FRANÇAIS AUX U.S.A.

Venu aux Etats-Unis au début des années cinquante pour aider dans ses recherches un professeur américain qui voulait écrire un livre sur la littérature de la Résistance, je m'aperçus rapidement que l'identité que je m'étais peu à peu acquise en France n'était pas facilement transportable ni facilement compréhensible une fois franchi l'Atlantique. Je débarquais en plein MacCarthyisme et dans les Universités, à part d'honorables exceptions, on tenait surtout à se démarquer de la gauche, de tout ce qui de près ou de loin, rappelait la tradition socialiste européenne, qu'il s'agisse du syndicalisme révolutionnaire ou du marxisme, que très peu d'universitaires savaient ou se donnaient la peine de distinguer. Même les amis d'Alfred Rosmer, que je rencontrai à New York, affectaient volontiers de se mieux souvenir du charme de sa personnalité que du solide réalisme de ses positions syndicalistes.

La plupart des gens avec qui je pouvais entrer en contact, en dehors du cercle très étroit des universitaires bons connaisseurs du mouvement littéraire et social en France, étaient d'ailleurs profondément étrangers à ce genre de préoccupations. Il me suffisait alors d'ouvrir la bouche pour que mes interlocuteurs m'identifient et me classent aussitôt à leur manière qui ignorait tout de mes origines sociales et de mes engagements — puisque j'étais plus on moins intégré dans l'université, ils ne doutaient pas que je fusse comme eux issu de la bourgeoisie — mais bien plutôt à cause de mon accent. Nous n'avions pas échangé deux phrases qu'ils ne pouvaient s'empêcher de solliciter la réponse qui confirmerait leur soupçon. « Vous êtes Français, hein ! ». Et ce « hein » figure ici pour représenter de manière bien sommaire et très insuffisante toute une gamme de mimiques, allant du clin d'œil goguenard à la moue dédaigneuse, voire franchement hostile.

Aux Etats-Unis il s'est établi depuis plus de deux siècles une sorte de hiérarchie sociale et raciale d'une extrême complexité, fort stable au demeurant, sur laquelle il vaut la peine d'attirer l'attention. Je dis sociale d'abord et raciale ensuite parce que la « classe » ou plutôt pour parler clair, l'argent rapproche beaucoup plus ceux qui en possèdent suffisamment, que leurs différences de couleurs, de race, de mœurs, de culture, « d'ethnie » ne peuvent les éloigner.

On peut dire qu'en général le Français est souvent perçu contradictoirement aux Etats-Unis comme un snob, d'un raffinement pervers et décadent, ou un farceur dont la faconde masque difficilement l'ignorance, l'indiscipline et les pires préjugés réactionnaires, s'il est catholique, ou révolutionnaires s'il est agnostique ou athée. Ces stéréotypes, comme j'ai essayé de le démontrer ailleurs, remontent au tout début de la colonisation du pays où les Français ne tardèrent pas à être supplantés et chassés par de plus robustes colons d'origine allemande ou écossaise. Ils ont été renforcés par les souvenirs laissés par la Révolution de 1789 et l'influence des quelques privilégiés qui trouvèrent alors refuge aux Etats-Unis. Contrairement à ce qu'on enseigne souvent aux petits Français et à ce que ressasse à satiété une propagande qui prend ses désirs pour des réalités, ni la participation, décisive pourtant, des Français à la Révolution américaine, ni deux guerres mondiales où Français et Américains ont combattu le même ennemi, n'ont vraiment modifié l'idée, somme toute peu favorable, que les Américains se font des Français, si ils y pensent, et si ce mot a encore un sens quelconque pour eux, ce qui n'est pas sûr pour la majorité d'entre eux.

Dans les milieux universitaires on se pique volontiers de cosmopolitisme et on accueille libéralement toutes les compétences d'où qu'elles viennent. Là les réactions devant l'étranger sont plus nuancées, les préjugés mieux dissimulés, mais ils n'en subsistent pas moins, derrière la façade courtoise d'un accueil cordial des nouveaux venus. Il m'a fallu bien des années, et bien des concours de circonstances, pour comprendre un peu mieux comment mon identité personnelle était perçue par mes collègues. Dans les départements de français des universités américaines on observe une première distinction entre les Français de France, dont le français est la langue maternelle et les gens d'autres origines qui ont vécu ou étudié longuement en France ou dans d'autres pays francophones. A côté, ou au-dessus d'eux, selon la perspective qu'on choisit, il y a les Américains nés dans le pays ou à tout le moins formés dans les universités américaines, fort assurés, en général, de la supériorité intellectuelle et morale de l'éducation qu'ils ont reçue sur celle de tous les autres. Mais les distinctions ne s'arrêtent pas là, tant s'en faut, et le Français qui pourra étaler des références mondaines ou universitaires prestigieuses, un nom connu ou à particule, des relations de famille brillantes, un titre d'ancien élève d'une grande école, la recommandation d'un pontife de l'université ou mieux encore du collège de France, sera évidemment mieux considéré et mieux traité que l'autodidacte besogneux qui sent l'huile et la lampe. Pourtant il faut reconnaître que les barrières rigides, qui, par le jeu des concours et des limites d'âge, rendent si difficile en France le passage d'un ordre d'enseignement à un autre, n'existent pas au même degré aux Etats-Unis qu'en France. Le savoir-faire pédagogique, la curiosité et la vitalité intellectuelles, attestées par les publications comptent parfois plus, dans une carrière, que les relations et un diplôme acquis dans la jeunesse dans quelque université prestigieuse.

Il ne faut jamais oublier non plus que, pour la plupart, les Américains sont des gens dont les ascendants proches sont venus d'ailleurs il n'y a pas si longtemps. L'origine nationale continue à jouer un rôle dans la vie professionnelle et sociale, rôle souvent fort important.

La structure des relations socio-ethnico-religieuses est si complexe aux Etat-Unis et joue un rôle si grand dans la vie quotidienne et professionnelle, qu'elle masque souvent, aux yeux mêmes des travailleurs, la réalité de la lutte des classes. Une anecdote illustrera bien à ce propos ce que j'entends par là. Un jour je demandais à un très modeste ouvrier boulanger de New York qui m'assurait appartenir à la classe moyenne quels étaient d'après lui les membres de la classe ouvrière aux Etats-Unis. De façon inattendue et fort paradoxale, il me répondit : « les chômeurs, les assistés sociaux ».

Dans une ville industrielle plutôt pauvre, comme Buffalo, il existe une sorte de double hiérarchie ethnico-religieuse, qui reflète assez exactement l'éventail des revenus, le prestige des occupations, l'importance des responsabilités assumées.

Dans les classes possédantes et dirigeantes, à la tête des grosses industries, du commerce et des banques

on rencontre presque exclusivement des Blancs, souvent d'origine anglo-saxonne, protestants ou Juifs. Ce qui ne veut pas dire, bien entendu, que tous les protestants et tous les Juifs appartiennent aux classes dites « supérieures ». Il y a beaucoup de gens modestes parmi eux. Mais au moins il ne leur est pas pratiquement interdit, comme à tant d'autres, d'espérer pour eux-mêmes ou leurs enfants une réelle amélioration de leur situation professionnelle et sociale.

Il faut comprendre, et c'est peut-être difficile, pour des Français « laïcs » de gauche, qu'aujourd'hui encore aux Etats-Unis, comme au Moyen-Orient par exemple, l'appartenance nominale à une religion souvent très sécularisée, réduite parfois à une sorte d'activité de loisir, de point de rencontre entre gens d'inclinations semblables voire simplement de même ethnie (réelle ou supposée) constitue un élément essentiel de l'identité personnelle.

En-dessous des deux groupes cités plus hauts, Anglo-Saxons protestants et Juifs, groupes qui se mêlent d'ailleurs intimement dans certains faubourgs résidentiels, la hiérarchie des ethnies serait à peu près, par ordre de prestige décroissant, Italiens, Polonais, Asiatiques, Latino-Américains, Noirs. Vous noterez qu'à l'exception des Noirs et des Asiatiques les membres de ces ethnies sont, à tout le moins, d'origine catholique. Mais être catholique ou Juif, ne signifie pas nécessairement l'affiliation à une religion organisée, ni une pratique quelconque. C'est une sorte d'étiquette qu'on vous colle, parfois arbitrairement, qui est supposée désigner la personnalité, le caractère moral qu'on vous attribue.

Mais, me direz-vous, où donc se classent les Français là-dedans ?

Depuis quelque temps on voit fleurir sur les pare-chocs des voitures des papillons revendiquant, célébrant l'allégeance ethnique de leurs propriétaires du genre : « Dieu merci je suis Allemand, Polonais, Italien » et plus rarement « Américain ». A ce jour je n'ai encore jamais vu un automobiliste qui se réclamât de son origine française. C'est qu'en dehors du Québec et de la Nouvelle Angleterre les Américains d'origine française, souvent d'implantation fort ancienne, antérieure à 1759, pour survivre se sont complètement et définitivement fondus dans la masse de la population au point d'avoir très souvent renoncé à leur nom de famille auquel ils ont substitué un patronyme à consonnance anglo-saxonne. Qui saura combien de Dupont, qui n'étaient pas de Nemours, sont devenus Bridges et de Durand, Rand ou Rank ! C'est ainsi qu'un héros populaire de la Révolution américaine, Paul Revere, descendait d'une famille Rivière, originaire des Charentes. Les Français qui veulent s'américaniser rapidement ont intérêt, en effet, à disparaître comme tels s'ils ne veulent pas sentir peser sur eux le préjugé plutôt défavorable qui s'attache aux Latins que l'homme de la rue continue à percevoir comme des individus patibulaires au teint basané, pourris d'horribles superstitions catholico-médiévales.

Dans le petit monde universitaire, et plus précisément parmi les professeurs de français, je me suis rendu compte à la longue, que nos compatriotes d'origine « protestante » ou « juive » avec toutes les réserves exprimées ci-dessus sur la validité de ces étiquettes dont je ne me serais jamais aperçu ou auxquelles je n'aurais porté nulle attention dans la métropole, étaient fort nombreux. Même s'ils se considèrent personnellement comme athées, ayant rompu toute attache idéologique, sentimentale et institutionnelle avec la religion de leurs ancêtres, ils n'en demeurent pas moins perçus en Amérique comme protestants ou Juifs, et jouissent de ce fait du préjugé favorable et de l'appui spontané, implicite de leur « co-religionnaires », si l'on peut dire, même si ces derniers eux aussi sont très « sécularisés », « laïcisés ». Car on considère généralement en Amérique que l'éthique protestante ou juive est beaucoup plus compatible avec l'esprit du capitalisme et sa bonne gestion, qu'avec celle qui imprègne les catholiques.

Les choses se passent très différemment pour le Français d'ascendance catholique fut-il agnostique, athée, ou anticlérical déclaré. Quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse, il n'en sera pas moins perçu par les protestants et par les Juifs comme une personnalité autoritaire, persécuteur ou antisémite en puissance, superstitieux et rétrograde à qui on ne fera jamais pleinement confiance. Tandis que pour les catholiques américains, qui sont en tant que groupe organisé, parmi les plus réactionnaires qui soient au monde, et avec qui donc il lui serait bien difficile de communiquer ou de sympathiser, il sera un renégat, un traître à mettre à l'index ou si possible à frapper d'exclusion. De plus, dans les milieux universitaires que je connais, rarissimes sont les « catholiques » même définis dans le sens le plus large, qui obtiennent des postes de responsabilité. Et cela n'est pas sans conséquence dans des institutions où toutes les nominations, tous les avancements se font en pratique par co-optation. Sans qu'ils en aient toujours clairement conscience les « catholiques » surtout s'ils sont perçus comme « latins » constituent aujourd'hui le prolétariat parmi le personnel universitaire. D'ailleurs il existe des statistiques qui établissent que, non plus dans les seules universités mais dans le pays dans son ensemble, les revenus des « catholiques » sont généralement inférieurs à la moyenne.

Certes le préjugé dominant aux Etats-Unis verra dans ces faits la confirmation de son bien-fondé. A savoir que l'éthique protestante ou juive rend ceux qui en sont imprégnés plus entreprenants, plus actifs, plus dignes de confiance que les catholiques, que c'est elle qui leur a inspiré cet esprit d'entreprise et ce réalisme qui leur ont permis de s'adapter et de se faire valoir rapidement dans leur pays d'adoption. Mais s'il s'agissait là d'une conséquence plutôt que d'une cause d'un préjugé quasi-universel dans les milieux les plus divers ? Si ce n'était qu'une ruse de système pour mieux entretenir la division et la méfiance au sein des classes salariées et leur faire perdre de vue la similarité de leur condition et la convergence de leurs intérêts ?

Ce qui me paraît plus remarquable encore c'est qu'en Amérique et plus particulièrement dans le corps enseignant des universités, il n'y a pour ainsi dire pas, à de très rares exceptions près, de gens de gauche, d'opposants cohérents et organisés au système. Ce n'est pas faute d'esprit critique ni d'information. Ce n'est pas que dans leur discipline, nombre de professeurs ne soient des esprits très libres et très originaux. Mais le système de sélection et d'avancement est hérissé tout au long d'une carrière de tant de chicanes que bien peu de ceux qu'on appelle ici, dans le sens étymologique des « radicaux » dépassent le rang d'assistant et atteignent la titularisation. Les contestataires font parfois beaucoup de bruit en Amérique, mais à moins de se ranger à temps, ce qui n'est pas rare, ils ne font certainement pas carrière. Il en résulte que, dans le monde des adultes, il n'existe guère aux Etats-Unis de milieu correspondant à ceux qui, en France, accueillent volontiers les laïcs et les opposants quelle que soit leur identité ethnico-religieuse. Le milieu universitaire peut-on dire sans exagération est presque exclusivement composé de bourgeois âpres au gain, impitoyables dans la compétition, prêts à tout pour « avancer » et obtenir le moindre avantage de carrière sur un collègue moins bien armé qu'eux. Pour qui a connu la chaude solidarité des milieux ouvriers où, à tout le moins la collaboration de classe, la collaboration avec les autorités et les employeurs est reconnue pour ce qu'elle est en réalité : une forme de trahison, vivre dans un milieu bourgeois où chaque « collègue » s'identifie à l'employeur est une bien humiliante épreuve.

Pierre AUBERY.

LE RETOUR DES GRANDS FÉODAUX AUX P.T.T.

Le cliché « petit travail tranquille » masque une réalité postale bien différente. L'entreprise possède 95 centres de tri, dont certains emploient 3.000 salariés, 500 wagons postaux, 19 avions, 70.000 automobiles, 73 lignes d'ambulants ferroviaires, 18.000 bureaux de postes dans tous les pays, 80 agences commerciales téléphoniques, 100.000 machines à affranchir, 72.000 cabines téléphoniques publiques, dont un certain nombre doivent être remplacées rapidement par suite du vandalisme, et 150.000 boîtes à lettres qu'il faut relever plusieurs fois par jour.

Pour ce faire, il y a 353.736 employés des PTT, 18 % de la fonction publique, dont le tiers environ pour le téléphone, entreprise privilégiée dans l'entreprise, car le poids électoral de l'industriel qui réclame une ligne est plus fort que celui de l'usager qui souhaite une lettre ou un mandat. Au demeurant le courrier « privé » ne représente que 30 % du trafic postal.

Dans le personnel il faut distinguer le personnel d'encadrement, environ 30.000 cadres de tous rangs, de l'exécution. Et parmi celle-ci, les employés des bureaux, dont 60 à 70 % sont des femmes, de ceux qui acheminent et distribuent ; c'est-à-dire de ceux sur qui toute la charge physique du travail repose ; d'autant plus que si les PTT ont mécanisé les services vus du public, autant sous l'impulsion des syndicats d'employés que par soucis de rentabilité, et faire face à la modernisation du « privé », la manutention, le stockage, le conditionnement, le transport sur de petites distances, se fait encore très largement à la main, comme au XIXe siècle.

TOUS COUPABLES

L'administration des postes est donc un empire où la tentation est forte, quand le pouvoir est indécis, et l'orientation indéfinie sur le plan global, de se tailler des fiefs, des baronies, des satrapies, des chasses gardées, des endroits clos et secrets.

La valse des ministres, qui ont des idées bien précises mais contradictoires, ou pas d'idées du tout, ou qui partent dès qu'ils commencent à agir, donc à mécontenter, facilite les complots de cours, les passe-droits pour homme politique soucieux de sa circonscription, la constitution de clientèle, le tout sur le dos du contribuable.

Il y a aussi le ministère des finances qui, reprenant une tradition datant de Louis XV, rogne le budget des postes, celui des salaires et celui de la modernisation quand le patronat ne crie pas trop fort qu'on l'assassine, et voit d'abord dans le service postal une manière de remplir le budget de l'Etat, une commodité pour disposer de masses financières « hors budget » et accessoirement un moyen pour tenir en lisière la presse, et au-delà, l'opinion publique, seule véritable entrave à ses dictats. Le fait que l'ex-ministre des finances soit devenu président de la république ne l'incite pas à modérer ses exigences.

Le client a beau crier, le prix du timbre augmente régulièrement, et tout aussi régulièrement la qualité du service public se dégrade.

Il y a les syndicats qui, héritiers d'un passé révolutionnaire, en ont gardé la phraséologie, un vocabulaire inspiré de l'armée de Napoléon en campagne, dont les principes persistent encore. L'empereur considérait la poste comme une armée de réserve.

La haute administration consent des avantages en nature aux organisations, et détache facilement les syndicalistes qui ont le double agrément des appareils politiques et syndicaux, et des chefs de service. Elle partage, en se faisant tirer l'oreille pour sauver la face, et en étant prête à les reprendre, des miettes d'autorité, des bribes de pouvoirs subalternes, des secteurs d'influence avec les syndicats locaux les mieux placés qui arrivent souvent, dans tel groupe ou dans tel bureau, à avoir une situation de monopole. Chaque syndicat ayant ses zones d'influence, ses privilèges, ses secteurs privilégiés d'action. Tous, sont dirigés par des appareils dont les membres se cooptent et dont il est facile d'éliminer les militants qui ne marchent pas au pas. La bureaucratie syndicale dispose des moyens matériels, l'administration des facilités de service. Si bien que du jour au lendemain, un syndicaliste qui déplaît, peut n'avoir plus de quoi se faire entendre, et être affecté à un service qui prendra tout son temps, et où il sera isolé. C'est pourquoi le principal souci des syndicats est de préparer des élections, répartir des postes favorisés entre hiérarques, et maintenir le statut-quo. Comme il faut quand même justifier ses avantages, auprès de l'administration en faisant preuve d'audience, et auprès des postiers électeurs, l'essentiel de la contestation tourne autour de questions de salaire dont on sait bien qu'elles ne résolvent rien à terme.

Il y a enfin les associations et amicales corporatistes qui regroupent des anciens élèves, des administrateurs ou des cadres supérieurs pour qui même la CGC a des relents de prolétariat parvenu. La tradition y est conservatrice et lie à certains moments, pour des revendications temporaires, des responsables qui veillent jalousement sur leurs pouvoirs et leurs privilèges. Mais, bien qu'une décoration soit donnée quasi automatiquement à certain niveau, il peut être utile d'avoir des amis pour faciliter les choses.

HIERARCHIE, HIERARCHIES

La hiérarchie administrative est doublée d'une hiérarchie syndicale, elle-même plus ou moins contrôlée par les diverses hiérarchies politiques : UDR au niveau le plus élevé, communiste ou marxiste à la base, plus ou moins catholicisante dans tel département et secteur d'activité, tel groupe de cadres supérieurs.

La poste est le paradis des hiérarchies. Au fil des ans, pour satisfaire des demandes contradictoires des organisations opposées, ou des mêmes groupes à des moments différents, on a multiplié les hiérarchies, les chevrons, les échelons, les titres ronflants sans attributions particulières mais donnant droit à indemnité, les fonctions mal définies qui permettent de faire autre chose réglementairement, les attributions permettant les heures supplémentaires, ou les interdisant, les situations embrouillées, les emplois d'attachés détachés en mission, de contractuels faisant à titre temporaire ce que par ailleurs font très bien à titre définitif des titulaires que l'on ignore, les doubles, les triples, les quadruples emplois dans tel secteur alors que dans tel autre on manque d'effectifs.

Si brusquement tous les sportifs, les permanents, les syndicalistes professionnels, les heures de travail « libérés » à l'usage des multiples groupes et associations des PTT, à tous les niveaux de la hiérarchie, si tout le temps perdu en vaines démarches, ou en travail non justifié par l'intérêt du service, étaient remis dans le circuit, on découvrirait brusquement des effectifs surprenants.

On aurait aussi une grève nationale difficile car les privilégiés savent bien mieux se défendre que ceux qui ne le sont pas. Personne ne veut en arriver là. Surtout pas l'homme politique que l'on parachute comme ministre temporaire des Postes.

Alors, dans la confusion et l'obscurité chacun tire la couverture à soi et s'efforce d'avoir le maximum d'avantages pour le minimum de risques et assume le train-train quotidien sans se douter que l'évolution des techniques attend au tournant. Ceux qui le savent s'en fichent, et pensent être à la retraite à ce moment-là.

Tout cela explique que le syndicalisme postal soit des plus confus, sans perspectives d'avenir réelles, et totalement dépassé lors de grèves spontanées qui débutent sur des incidents mineurs, mais qui expriment

la sourde inquiétude des obscurs face à des problèmes ou des situations dont ils ne perçoivent ni les causes ni tous les résultats. Le syndicalisme postal est en train de devenir l'art et la manière de savoir terminer une grève, ou de faire des grèves coupe-feu.

LE ROLE DE LA CULTURE

Toutes ces hiérarchies sont recoupées par une séparation plus subtile qui est la hiérarchie culturelle définie depuis 20 ans par l'éducation nationale.

Hiérarchie culturelle qui reflète fidèlement les structures des classes sociales.

Avant d'être embauchés, même pour des fonctions de peu de qualification, les postiers passent d'abord un concours théorique. Très généralement, les fils d'ouvriers ou de paysans pauvres deviennent préposés, ou ouvriers d'état, ont un certificat d'étude bien dévalorisé, ou un CAP technique. Les fils de commerçants, ou de petits bourgeois de province, titulaires du BEPC ou du BAC, forment l'essentiel des employés de bureau, les filles allant aux chèques postaux ou au téléphone ; les cadres sortent directement des universités dont on connait le recrutement de classe.

Avant, l'administration formait son propre personnel d'encadrement. Si bien que 30 % des cadres âgés sont d'origine ouvrière, et que près de 60 % n'ont pas dépassé le bac, du moins en théorie. Quand ils seront à la retraite, la situation sera radicalement changée.

Tout en bas de la hiérarchie des valeurs, on a placé le travail manuel qui est le lot de près du tiers des employés de la poste. Ayant quitté tôt l'école, le travailleur « de base » — préposé distributeur ou ouvrier — est méprisé par toutes les hiérarchies supérieures. L'administration elle-même l'incite plus à la promotion sportive qu'à la promotion culturelle. Au contraire les effectifs responsables défaillants seront remplacés par les heures supplémentaires.

(A suivre) **Daniel SERVET.**

A TRAVERS LES LIVRES

LES OUVRIERS DE SAINT-NAZAIRE

par Nicolas FAUCIER
aux Editions Syndicalistes

Voici une étude sociologique locale comme on voudrait tant en avoir, comme notre revue en demande pour l'instruction des militants. On connait la conscience et le talent de notre ami Nicolas Faucier qui a déjà honoré notre librairie de son ouvrage sur « la presse quotidienne ». Il nous a donné ici un travail que les lecteurs de « la R.P. » voudront connaître s'ils n'y ont pas déjà souscrit avant sa parution.

Saint-Nazaire, c'est un des foyers ouvriers français typiques, un haut lieu de la lutte de classe. Nous voyons se construire et se développer, autour des Chantiers navals, une région industrielle qui éprouve toutes les fluctuations de la vie économique capitaliste, qui nous donne par conséquent une histoire d'un prolétariat et de ses luttes. Il vient, pour une grande part, de la plaine marécageuse de la Brière au nord de l'embouchure de la Loire. On y élevait des moutons ; on y extrait de la tourbe et du sel. Saint-Nazaire et ses chantiers ont fait de ces paysans des ouvriers constructeurs de paquebots, des ouvriers qualifiés ayant rapidement acquis une conscience de classe.

La spontanéité ouvrière n'explique pas tout ; des militants de grande valeur sont nés dans ce terroir. Dans les dernières années du XIXe siècle, la grande figure de Fernand Pelloutier y a grandi. Avec lui, l'idée-force de la grève générale. Après lui, moins connu, mais plus proche des ouvriers nazairiens, le chaudronnier Henri Gautier, organisateur des syndicats, des bourses du travail et des coopératives.

Depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'à nos jours, l'histoire ouvrière de Saint-Nazaire, c'est, condensée en un point ardent, toute l'histoire syndicale française. Les mêmes dates la jalonnent : 1936, 1955, 1967 quand « les mensuels se rebiffent », 1968 évidemment avec les dix millions de grévistes. Dans la période récente, la fusion des Chantiers de l'Atlantique avec la société multinationale Babcock et Wilcox fait surgir à Saint-Nazaire un nouveau « patron de choc » : M. de Calan, ayant la prétention de mettre au pas les ouvriers nazairiens de réputation bien établie. Ce Napoléon y laissa des plumes.

Il faut avoir lu l'ouvrage du camarade Nicolas Faucier. D'une monographie des ouvriers de Saint-Nazaire, il va bien au-delà. C'est l'exemple d'un travail sérieux résumant un siècle de luttes ouvrières. Le style de notre ami est assez connu : il est simple et direct. L'ouvrage est très bien présenté par l'imprimerie « La Ruche Ouvrière ».

R. G.

MELANGES D'HISTOIRE SOCIALE

offerts à Jean MAITRON
(Les Editions Ouvrières)

C'est une tradition dans l'Université quand un maître s'en va, atteint par l'âge de la retraite, que ses collègues et ses disciples lui offrent en hommage des études inédites dans la matière et dans l'esprit où le maître a travaillé et où il laisse sa marque. Notre ami Jean Maitron est particulièrement bien servi avec cet ouvrage collectif. Il le méritait par l'ensemble de son œuvre, pour sa direction d'études à la chaire d'histoire du syndicalisme, pour l'Institut d'histoire sociale qu'il animait, pour le monumental « Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier ».

Les camarades de « la Révolution Prolétarienne » liront avec un intérêt passionné ces contributions éminentes à l'histoire ouvrière très proches de l'esprit de notre cercle et de notre revue. C'est de l'histoire avec la meilleure méthode historique contemporaine, mais cela reste très près de l'actualité sociale, très près des batailles théoriques et pratiques d'aujourd'hui.

Nous avons là un recueil d'une vingtaine au moins d'articles importants qui sont, plus qu'un juste hommage rendu à Maitron, des apports nouveaux à notre instruction militante. Citons-en seulement quelques-uns, mais ce n'est pas une sélection : de Colette Chambelland, une étude sur un journal anarchiste vosgien : *La Vrille*, de Jean Charles (université de Besançon) : A propos de la scission syndicale de 1921 ; de René Galissot (université de Vincennes) : Sur les débuts du comunisme en Algérie et en Tunisie, socialisme colonial et rupture révolutionnaire (nous retrouvons là nos amis Louzon, Finidori et Ben Milad) ; de Jacques Ozouf (Ecole des Hautes Etudes) : Note sur la demande populaire d'instruction au XIXe siècle (certains de nos jeunes camarades gauchistes y trouveraient matière à une utile réflexion) : de Rolande Trempé (université de Toulouse) : Pour une meilleure connaissance de la classe ouvrière, utilisation des archives d'entreprise ; et, qui ont plus particulièrement frappé le rédacteur de ces lignes, deux études, l'une de Madeleine Rebérioux sur « le guesdisme », l'autre de Michel Winock sur « l'allemanisme ». La première aborde indirectement un courant « socialiste » qui ne nous plaît guère (nous dirons pourquoi une autre fois), mais cela a déjà été dit ; la seconde fait revivre un autre courant trop méconnu, celui qu'anima le militant ouvrier J. Allemane et où nous retrouvons, avec un certain étonnement, des idées très proches des nôtres. Les autres articles de ces « mélanges » valent autant une lecture attentive et profitable.

Nous y convions tous nos lecteurs et amis de « la R.P. ». Ils prendront ainsi leur part à l'hommage rendu à Jean Maitron, un des nôtres. Surtout, ils s'instruiront encore et l'on sait qu'ici nous n'avons jamais fini de nous instruire. Parions que ces études de savants spécialistes d'histoire sociale auront bientôt des échos dans nos colonnes.

R. G.

LE PRÉSENT DU PASSÉ

« Avant le groupe d'études... je mets la planchette à livres. »

Pierre MONATTE.

Dans ses **Réflexions sur l'avenir syndical**, écrites en 1917 et d'où je tire la citation liminaire, Monatte ajoutait : « Du haut en bas de la société, (le journal) a tué le goût des lectures sérieuses. » Qu'aurait-il dit, au temps des pitreries télévisées et des informations télécommandées ?

Les exigences de l'action quotidienne ne devraient pas empêcher les militants de se poser des questions du genre de celles-ci : comment favoriser la lecture de « nos » classiques ou de ces lectures sérieuses dont Monatte regrettait que les journaux nous écartent ? Le mouvement syndical est-il capable d'imaginer des programmes de télévision aussi ambitieux quant à l'aspect artistique où à la rigueur dans l'information qu'agréables ou intructifs dans la forme ? Questions immenses qui mériteraient des enquêtes approfondies et des débats très libres. Sur la télévision, je suis consterné par ce que je vois mais je manque d'éléments pour alimenter même un débat d'approche. Sur la lecture, j'ai l'impression d'être moins désarmé parce que je constate une abondance d'ouvrages pour la planchette à livres du militant.

A lire l'essai de Jean CHESNEAUX, **« Du passé faisons table rase ? »** (192 p., petite collection Maspero, 12 F), on serait d'abord tenté de répondre non. Tant la partie critique de l'institution historique y est vigoureuse. Pour cet historien professionnel inconfortablement installé (c'est lui qui le dit) dans sa situation de professeur à l'Université de Paris VII, il est trop évident qu'il y a une exploitation malsaine du goût du public pour l'histoire. Ou bien on sert à celui-ci une histoire-marchandise (à la télévision, dans des revues, dans des collections plus ou moins populaires de livres plus ou moins illustrés) qui a pour but d'écarter ce public des questions actuelles. Ou bien on se sert de l'histoire pour renforcer et maintenir les pouvoirs.

Ce rejet d'une certaine conception de l'histoire, n'implique pas le rejet de toute forme de réflexion historique. Dans le titre de l'essai de Chesneaux, tenons compte du point d'interrogation. Nous avons besoin de notre passé pour comprendre notre présent et construire l'avenir. Ce qui entraîne deux principes en opposition, il faut bien le dire, avec une idée traditionnelle de l'enseignement historique tel qu'il est généralement pratiqué. D'abord : « Le rapport de notre temps avec chaque âge du passé est plus important que le rapport de chaque âge du passé avec le reste du passé » (p. 62) ; c'est pourquoi l'histoire est perpétuellement à refaire ; et la refaire à reculons, en remontant vers le passé. Sinon, vous retombez dans les bandes dessinées d'Epinal — il y a deux mille ans notre pays s'appelait la Gaule... Second principe : faire l'histoire par en bas et non par en haut, ne pas faire croire qu'on a bien dit le rôle des femmes quand on s'est contenté de citer Blanche de Castille, Jeanne d'Arc, Mme Rolland. Tel était déjà le propos de G.D.H. COLE et Raymond POSTGATE quand ils écrivirent leur admirable livre **« The common people, 1746-1946 »**, l'histoire du peuple anglais sans rois ni couronnes. Et sur la planchette à livres, ce sont des ouvrages de cette qualité et de cette sorte que je voudrais placer. Rien qui puisse mieux « insérer concrètement l'étude du passé et la réflexion historique dans les luttes populaires et dans la stratégie révolutionnaire » (Chesneaux, p. 179).

D'abord deux classiques récemment édités ou réédités. Les **« Mémoires d'un militant ouvrier du Creusot (1841-1905) »** par Jean-Baptiste DUMAY (introduction et notes par Pierre PONSOT, 432 p., collection du Centre d'Histoire du Syndicalisme dirigée par Jacques DROZ et Jean MAITRON, édition François Maspero et Presses Universitaires de Grenoble) et **« Léonard, maçon de la Creuse »** par Martin NADAUD (introduction de Jean-Pierre RIOUX, 400 p., collection « La mémoire du peuple », édition François Maspero).

J'ai peut-être tort de rapprocher ces deux livres mais leur lecture m'a procuré le même plaisir (sérieux) et presque la même déception (celle-ci bien plus forte pour Nadaud). Leurs témoignages sur les maçons creusois à Paris entre 1830 et 1848, sur la lutte des ouvriers du Creusot avant 1870 et après 1879 sont irrenplaçables. Ils écrivent ce qu'ils pensent, ce qu'ils savent parce qu'ils l'ont vécu, sans artifices littéraires. La déception, non ce n'est pas de Dumay qu'elle provient ; lui, il reste le militant syndicaliste et socialiste même quand il devient député de Belleville. C'est Nadaud qui la provoque quand l'ancien maçon qui avait organisé l'enseignement mutuel pour ses compagnons de travail, qui avait pratiqué l'enseignement pendant son exil en Angleterre, devient préfet de la Creuse après 1870 puis se complaît à nous raconter sa vie de parlementaire et ses discours. Surprise aussi de voir Nadaud esquiver le récit des journées de juin 1848, prendre ses distances avec la Commune. Oublions cela, pour retenir sa confiance qui nous paraît merveilleuse pour le suffrage universel et son attachement que nous voudrions partager pour les vertus émancipatrices de l'instruction.

Dans la même collection « La Mémoire du Peuple », Maspero a réédité les **Mémoires de Louise Michel** (336 p.). Ici c'est le ton qui compte, cette sensibilité à toutes les misères. Et son courage devant les juges !

Pour connaître avec précision l'évolution de la condition ouvrière en France, je rapprocherai quatre livres dont l'édition est plus ou moins récente. **« Etat physique et moral des ouvriers »** de VILLERME (316 p., n° 582 de la collection 10-18) concerne la période 1830 environ. Avec **« Le Tour de France, journal inédit, 1934-1844 »** par Flora Tristan (292 p., préface de Michel Collinet, éditions Têtes de Feuilles), on constate peu de changement. Les éditions François Maspero ont eu la bonne idée de publier (réimpression en fac-similé) **« La Vie ouvrière en France »** par Fernand et Maurice Pelloutier qui résume la situation à la fin du XIXe siècle. L'ouvrage nous frappe encore par la solidité de sa documentation et la flamme de son principal auteur. Qui ne résiste pas à reproduire une légende de l'esclavage selon Lamennais : « Il y eut autrefois un homme méchant et maudit du ciel. Et cet homme était fort et il haïssait le travail, de sorte qu'il se dit : comment ferai-je ? Si je ne travaille point je mourrai, et le travail m'est insuportable. Alors il lui entra une pensée dans le cœur. Il s'en alla de nuit et saisit quelques-uns de ses frères pendant qu'ils dormaient et les chargea de chaînes. Car, disait-il, je les forcerai, avec les verges et le fouet, à travailler pour moi, et je mangerai le fruit de leur travail. Et il fit ce qu'il avait pensé, et d'autres, voyant cela, en firent autant, et il n'y eut plus de frères : il y eut des maîtres et des esclaves. » (Pourquoi cette lecture m'a-t-elle rafraîchi alors que je venais de lire un article de Michel Debré ?) Enfin dans la même série, pourquoi n'a-t-on pas attaché plus d'intérêt au travail de Andrée ANDRIEUX et Jean LIGNON, **« L'ouvrier d'aujourd'hui**, sur les changements dans la condition et la conscience ouvrières » (212 p., éditions Marcel Rivière) ? Le livre date déjà de 1960 ; les anciens lecteurs de la R.P. ont gardé le souvenir de plusieurs articles des mêmes auteurs alors qu'ils préparaient ce livre. Un ouvrage de ce genre ne serait-il pas à reprendre en 1976 ?

Ce qui ne signifiera pas que nous allons nous endormir dans la contemplation du passé. « Le drame des Français aussi bien que des ouvriers, ce sont **les grands souvenirs.** Il est nécessaire que les événements mettent fin une fois pour toutes à **ce culte réactionnaire du passé** » (Karl Marx, cité par Chesneaux, p. 181). Ce que le passé peut nous donner doit servir aujourd'hui ou demain.

Gilbert WALUSINSKI.

« CE QUE JE CROIS »

de Robert DEBRE (chez Grasset)

C'est certainement avec la plus grande sympathie que j'ai commencé à lire « Ce que je crois » de Robert Debré qui, grand pédiatre, a humanisé l'Assistance Publique, qui, jeune adolescent, se posait la question : « Serais-je un bourgeois savant ou un révolutionnaire ? » et qui, ami de Robert Louzon, fut un cofondateur de « L'Emancipatrice, imprimerie communiste » (« L'Honneur de vivre », du même auteur).

Ce livre exprime les convictions intimes et les doutes d'un érudit rationaliste et humaniste sur des problèmes fondamentaux de notre temps. Sa lecture est certainement très enrichissante et j'aimerais qu'il donne l'occasion d'une discussion à la R.P.

En ce qui me concerne, je me suis senti très proche de certaines de ses convictions mais, il y a malheureusement un mais de taille, je pense de tout mon être que sa conception de l'Etat Nation qui est d'ailleurs admise par la grande majorité de l'Humanité du 20e siècle est une conception anachronique qui peut nous être fatale et qui est en contradiction avec toutes les bonnes intentions humanistes.

Pour essayer de démontrer ce point de vue je vais confronter mes convictions avec celles exprimées dans les trois premiers chapitres du livre.

— Comme Robert Debré, je pense appartenir à cette catégorie d'hommes incroyants qui se fient à leur raison malgré les grandes zones d'ombre qui nous entourent. Comme lui « je suis païen » et je crois que la connaissance et la science sont le souverain bien pour chaque individu.

— Comme Robert Debré, je pense que les incroyants doivent lutter « sans merci contre l'absurdité et l'atrocité du fanatisme ». Mais alors je ne peux pas penser que « dans notre monde occidental leur disparition (celle des religions) serait une lourde perte ». Si ces religions contiennent des vérités, ce que j'admets volontiers, la Raison doit retrouver ces vérités en éliminant l'irrationnel et l'absurdité de leur modèle. C'est même une nécessité urgente.

— Comme Robert Debré, je suis un libéral et je veux donner à chacun le droit de chercher par lui-même la Vérité, d'où la nécessité de lutter pour les libertés fondamentales. Mais à leur énumération je ne souscris pas quand je sais « quels obstacles les sociétés opposent à ce libéralisme intégral et quelles contraintes économiques, sociales, morales, politiques limitent la libération des hommes ». Je cherche à m'imprégner des réalités, à en séparer les contraintes inéluctables de celles qu'on peut éliminer raisonnablement.

— Comme Robert Debré, je suis pour le respect de la vie humaine, contre les tortures et la peine de mort. Par contre mon libéralisme m'oblige de défendre la libération totale de la contraception et de l'avortement pendant les premières semaines de la conception.

Pour moi, il n'y a pas de vie humaine quand il n'y a pas d'activité cérébrale.

Pour moi, une femme a exactement le même respect de la vie humaine quand elle se fait avorter, quand elle empêche un sperme de la féconder au cours d'un accouplement ou quand elle refuse l'acte sexuel et laisse mourir tous les mois un de ses ovules qui, si elle avait accepté de le féconder, aurait pu devenir un génie.

Or le respect de la vie nécessite absolument que la grande majorité des ovules féminins ne deviennent pas des êtres humains. Même au rythme actuel de croissance, l'Humanité est devenue pour la Terre un véritable cancer qui pollue et anéantit le patrimoine génétique de la biosphère. Un petit calcul devenu classique montre, qu'au rythme actuel, la densité de l'Humanité sur toutes les terres immergées (déserts tropicaux, déserts de glace compris) sera celle de Singapour dans moins de 550 ans. Ces densités sont pratiquement inimaginables, elles impliquent l'élimination de toutes les plantes et de tous les animaux terrestres. L'arrêt de la croissance est donc inéluctable. Tout le problème est de savoir si cet arrêt sera dû à un acte raisonné de l'Humanité devenue consciente ou sera dû à la famine, les épidémies et les guerres, ces contraintes qui nous obligent à respecter les lois de la Nature.

Oui « l'exercice de la liberté, nous l'avons dit, ne se conçoit pas sans l'établissement volontaire de contraintes. Celles-ci sont fondées à la fois sur le respect des libertés d'autrui et sur l'intérêt collectif. Toute la difficulté consiste à bien choisir le moment et le lieu où une barrière doit être placée pour éviter la chute de la liberté vers la licence et le dépérissement ».

Mais ici ma logique, mon rationalisme, l'expérience de toute ma vie me séparent de la pensée de Robert Debré. Pour moi « les grands intérêts de la nation » sont des intérêts égoïstes et sordides qui ont conduit les tribus européennes au grand crime collectif de la guerre de 14, au stalinisme, à l'hitlérisme, au colonialisme. Il me semble d'ailleurs important de noter que le rationalisme de Robert Debré lui avait fait écrire « la nature élevée de la mission d'Israël risque à son tour d'être altérée par l'existence d'un Etat sioniste ». Il avait, à ma grande joie, entrevu le rôle néfaste de l'Etat et je ne comprends pas pourquoi il n'extrapole pas et ne dise : La nature élevée de la recherche scientifique, de la mission du rationalisme risque à son tour d'être altérée par l'existence des Etats égoïstes et bornés.

Moi qui n'ai pas été élevé dans les cénacles parisiens de la classe dirigeante française comme Jeanson-de-Sailly ou la Sorbonne, mais dans un lycée et une université coloniale, à Alger, je ne peux pas admettre une seconde que l'idée de justice animait les dirigeants français.

Jusqu'en 1940 la force et non le libéralisme leur permettait de s'arroger le droit de gouverner des peuples aux coutumes différentes : des Alsaciens, des Bretons, des Occitans, des Corses, des Algériens, des Tunisiens, des Sénégalais, des Malgaches, des Indochinois, des Polynésiens etc...

N'ayant ni le temps ni la place d'aborder les problèmes fondamentaux de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'économie, de la représentation, je me propose de revenir sur quelques faits qui me semblent caractéristiques.

J.-L. BUREAU.

CEUX QUI S'EN VONT

Roméo TAILLER

Nous l'aimions bien. Il se plaisait aussi dans nos réunions où il était assidu. Il est parti cet été, pour ne plus revenir. C'était un militant riche d'un passé syndicaliste auquel il restait fidèle. Imprimeur-typo, rotativiste, il avait été de toutes les batailles de la Fédération du Livre avant sa colonisation. Pour tous ceux qui l'ont connu dans le métier comme dans l'action syndicale, c'était un bon compagnon. Nous tirions quelque satisfaction de le compter parmi nous.

Son nom s'ajoute à la liste des camarades que nous avons perdus dans la dernière période. C'est une génération qui s'en va et qui nous laisse un peu désemparés. Sera-t-elle remplacée ? Roméo était de ceux qui attendaient la relève. Sa cordialité naturelle, cette amitié prolétarienne qu'il nous apportait, c'étaient de ces facteurs irremplaçables qui soutiennent et justifient l'activité de notre groupe. Les jeunes militants seront sur le bon chemin si, avec la même sincérité, ils se retrouvent sur la route qu'a suivie toute sa vie Roméo Tailler.

LES FAITS DU MOIS

JUIN 1976

MARDI 1er. — Un débat difficile pour le gouvernement s'ouvre à l'Assemblée Nationale sur la taxation des plus values.
— Des troupes syriennes ont pénétré au Liban, y compris des colonnes blindées.

JEUDI 3. — L'intervention syrienne au Liban semble favoriser un rapprochement entre les antagonistes; mais la capitale Beyrouth est privée de courant électrique.
— Le Parlement suédois adopte une nouvelle législation du travail organisant le droit d'intervention des salariés dans toutes les décisions de l'entreprise.
— A Paris, grand meeting commun des partis communistes italien et français, avec Enrico Berlinguer et Georges Marchais.

VENDREDI 4. — Le syndicat de la magistrature dépose un préavis de grève pour protester contre les poursuites disciplinaires ouvertes contre un magistrat de Marseille.

SAMEDI 5. — Le général Méry, chef d'état-major des armées françaises est en Chine. Il doit visiter, au Sinkiang, les installations nucléaires.
— Rupture entre Le Caire et Damas provoquée par l'intervention militaire syrienne au Liban.

DIMANCHE 6. — Entretien, à Brégançon dans le Var, entre Giscard et Chirac sur la situation à l'intérieur de la majorité.
— Au Liban, offensive générale des forces armées syriennes avec chars lourds, chasseurs-bombardiers et unités navales, contre les résistances palestiniennes et « progressistes ».

MARDI 8. — M. Gierek, premier secrétaire du parti communiste polonais, est en visite officielle en République Fédérale Allemande.
— Mme Gandhi, premier ministre indien, arrive à Moscou.
— A Gênes, le procureur général est assassiné ; contradictoirement, des groupes « gauchistes » et fascistes revendiquent le meurtre.

MERCREDI 9. — La Ligue arabe préconise la relève des Syriens au Liban par une force arabe symbolique.
— La « Pravda » critique vivement les déclarations du général Méry définissant une nouvelle stratégie militaire française.

SAMEDI 12. — Coup d'état militaire en Uruguay ; le président Bordaberry est chassé du pouvoir.

LUNDI 14. — En Bolivie, grève générale illimitée des mineurs soutenus par les étudiants ; le pouvoir a décrété l'état de siège dans les régions minières.

MARDI 15. — Le président du conseil des ministres de Hongrie est reçu à Paris par Giscard d'Estaing.

MERCREDI 16. — François Mitterrand parle à Florence au cours d'un grand meeting électoral du parti socialiste italien.

JEUDI 17. — Le président syrien El Assad est reçu par Giscard d'Estaing.
— L'ambassadeur des U.S.A. à Beyrouth est enlevé et assassiné.
— Emeute à Soweto, principale ville noire d'Afrique du Sud.

LUNDI 21. — Les résultats des élections italiennes ne dénouent pas la situation politique : 38 % des voix à la Démocratie Chrétienne, 34 % au P.C.I., 10 % au P.S.I. Les petits partis s'affaiblissent.

MARDI 22. — Giscard d'Estaing en visite officielle à Londres.

MERCREDI 23. — Le projet de loi sur la taxation des plus-values, très amendé et amenuisé, est finalement voté par l'Assemblée Nationale.

SAMEDI 26. — A la suite de grèves et de manifestations violentes, le gouvernement Polonais doit ajourner la hausse des prix des produits alimentaires qu'il avait décidée.
— A Beyrouth, de violents combats ont repris entre les chrétiens armés et les enclaves palestiniennes.
— En s'appuyant sur deux articles du Code de l'U.R.S.S., un journaliste américain dépose à Moscou une plainte en diffamation contre « Literatournaya Gazeta ».

DIMANCHE 27. — Au Portugal, élection d'un président de la république au suffrage universel.
— Le président des U.S.A., Gerald Ford, invite à Porto-Rico pour une conférence économique les chefs d'Etat ou de gouvernement des six autres grandes puissances du monde capitaliste : France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Canada.

LUNDI 28. — Le général Eanes est élu président du Portugal avec 61 % des suffrages ; le commandant Othelo de Carvalho, candidat de la gauche révolutionnaire, obtient un succès personnel avec 16 % des suffrages, mordant fortement sur l'électorat communiste.
— Après avoir reculé devant l'opposition populaire à la hausse brutale des prix des denrées, le gouvernement polonais entreprend une action contre les « aventuriers » et les « irresponsables ».
— Le chancelier d'Autriche, le social-démocrate Kreisky, arrive à Paris pour une visite officielle.

MARD 29. — Une conférence générale des partis communistes européens est ouverte à Berlin-Est.

MERCREDI 30. — En dehors du cadre de sa visite officielle en France, le chancelier d'Autriche, Bruno Kreisky, rencontre François Mitterrand.
— Au Liban, les milices chrétiennes de droite annoncent la chute d'un des deux camps palestiniens de Beyrouth.
— A la conférence des partis communistes européens, à Berlin-Est, les divergences sont nettes entre la position du P.C. de l'U.R.S.S. et celle des partis « occidentaux », plus particulièrement avec les opinions exprimées par Santiago Carillo, secrétaire général du P.C. d'Espagne.

JUILLET

JEUDI 1er. — Au Liban, le cessez-le-feu décrété par les ministres arabes des affaires étrangères n'est pas plus respecté que les précédents : cinq cents morts en deux jours.
— Le premier ministre espagnol Arias Navarro démissionne et sa démission est acceptée par le roi Juan Carlos.

DIMANCHE 4. — Audacieuse action d'un « commando » israélien sur l'aéroport d'Ouganda où sont détenus les passagers et l'équipage de l'avion Airbus français : les otages sont libérés, les sept pirates de l'air sont tués. Trois passagers ont aussi trouvé la mort ainsi que plusieurs soldats ougandais et un officier israélien.
— Les U.S.A. fêtent le bicentenaire de leur déclaration d'indépendance.

LUNDI 5. — Giscard d'Estaing est à Hambourg pour le « sommet » semestriel franco-allemand.
— En Espagne, Adolfo Suarez, désigné par le roi, prend ses fonctions de chef du gouvernement ; cette désignation d'un ex-phalangiste, réputé anti-libéral, est dénoncée par l'opposition.
— Au Mexique, élection d'un président de la république : le candidat unique du parti gouvernemental, Lopez Portillo, est élu.

MERCREDI 7. — Signature d'un accord sur la modernisation des imprimeries entre le patronat de la presse parisienne et le Comité intersyndical du Livre (CGT).
— Conclusion de la vente de « France-Soir » par le groupe Hachette à M. Paul Winkler et annonce de la revente de « Paris-Match » qui appartenait à l'ancien groupe de presse Prouvost.

JEUDI 8. — A Madrid, M. Alfonso Suarez a formé difficilement un gouvernement avec de jeunes démocrates-chrétiens.

LUNDI 12. — Le Conseil de la Ligue Arabe est réuni au Caire. M. Joumblatt, leader de la gauche libanaise appelle à l'intervention des pays arabes pour mettre un terme à la guerre civile de plus en plus violente au Liban.
— A Bruxelles, les « neuf » du Conseil Européen discutent de l'élection au suffrage universel du Parlement Européen.
— A New York, réunion de la Convention du parti démocrate qui doit désigner son candidat à la présidence des U.S.A.
— En Australie, grève de deux millions et demi de travailleurs en protestation contre un projet de réforme de l'assistance médicale jusqu'à présent gratuite.

JEUDI 15. — La Convention du Parti démocrate a élu Jimmy Carter comme candidat à la présidence des U.S.A., lequel désigne Walter Mondale, sénateur du Minnesota comme candidat à la vice-présidence.

VENDREDI 16. — Signature à Moscou, entre les gouvernements de France et d'U.R.S.S., d'un accord sur la prévention des « accidents » nucléaires.
— Le parti socialiste italien change de secrétaire général : Bettino Craxi, 42 ans, remplace De Martino, démissionnaire.
— Un procès est ouvert à Varsovie contre des « meneurs » des grèves du 25 juin contre l'augmentation des prix ; les journalistes occidentaux n'ont pas été autorisés à assister au procès.

SAMEDI 17. — Ouverture à Montréal des 18es Jeux Olympiques mondiaux.

LUNDI 19. — En visite officielle aux U.S.A., le chancelier allemand Helmut Schmidt déclare que les alliés occidentaux subordonnent leur aide économique à l'Italie à la non-présence de ministres communistes dans le gouvernement italien.

MARDI 20. — Après onze mois de voyage spatial, la sonde américaine Viking se pose sur le sol de la planète Mars.

MERCREDI 21. — Mort de la romancière finlandaise Sally Salminen.

JEUDI 22. — Un accord est signé entre l'Allemagne fédérale et le Brésil pour la livraison à ce dernier de deux centrales nucléaires.

— La gauche libanaise, dont le leader est M. Joumblatt, installe une administration autonome dans la zone qu'elle contrôle.

VENDREDI 23. — A Lisbonne, le ministère Mario Soares est officiellement constitué ; il comprend 11 socialistes, 3 personnalités indépendantes et 3 militaires.

— Nouvel accord de « cessez-le-feu » au Liban.

SAMEDI 24. — Treize intellectuels polonais publient une lettre ouverte de protestation contre les condamnations des ouvriers considérés comme les « meneurs » de grèves de juin contre la hausse du prix des denrées en Pologne.

MARDI 27. — L'ancien premier ministre japonais Tanaka est arrêté pour concussion ; il est accusé d'avoir reçu un énorme « pot-de-vin » de la société aéronautique américaine Lockheed.

— Les travailleurs de LIP, à Besançon, craignant l'évacuation de l'usine qu'ils occupent, mettent « en lieu sûr » le stock de montres évalué à vingt millions de francs.

MERCREDI 28. — Dans la banlieue industrielle de Milan, un nuage toxique issu d'une usine de produits chimiques provoque la mort de nombreux animaux et incommode des milliers d'habitants.

— Violent séisme dans le nord-est de la Chine.

JEUDI 29. — Le premier ministre français Chirac en visite officielle au Japon.

VENDREDI 30. — Le tremblement de terre du nord-est de la Chine se révèle une grande catastrophe : il y aurait des milliers de victimes ; la ville de Tang-Chan serait en partie détruite ; Pékin est touché par le séisme.

— En Italie, M. Andreotti a constitué un ministère minoritaire, démocrate-chrétien homogène ; il compte sur l'abstention du parti communiste.

AOUT

MARDI 3. — La Croix-Rouge internationale est enfin autorisée à évacuer les blessés du camp palestinien de Tell-el-Zaatar encerclé par les milices chrétiennes.

MERCREDI 4. — A Kartoum, exécution de quatre-vingt-une personnes accusées de complot contre le président soudanais Nemeiry.

— Le général Bigeard, secrétaire d'Etat à la Défense, se retire du gouvernement.

JEUDI 5. — Les émeutes dans la banlieue noire de Johannesburg ont recommencé. Les troupes du gouvernement de Pretoria ont ouvert le feu ; on compte au moins sept morts.

— Giscard en visite officielle au Gabon.

LUNDI 9. — Le gouvernement des Etats-Unis met en garde le gouvernement pakistanais contre l'achat à la France d'une usine de retraitement de l'uranium.

— Grave tension entre la Grèce et la Turquie au sujet de la délimitation des eaux territoriales en mer Egée.

MARDI 10. — Le général Spinola est de retour à Lisbonne ; il doit répondre aussitôt à l'interrogatoire d'un magistrat militaire.

MERCREDI 11. — Ouverture à Colombo d'une conférence de 82 pays non alignés, réunissant les ministres des Affaires étrangères, puis les chefs d'Etat et de gouvernement.

— Fin de la marche internationale non violente pour la démilitarisation ; partie de Metz le 4 août, elle s'est achevée à Verdun.

LUNDI 16. — Centenaire de la mort de Bakounine.

— Ouverture à Kansas City de la Convention du parti républicain qui doit désigner son candidat à la présidence des U.S.A.

MARDI 17. — A la Guadeloupe, l'éruption du volcan La Soufrière paraît inéluctable ; 70.000 personnes ont été évacuées.

— M. Robert Hersant, propriétaire du « Figaro », prend le contrôle de « France-Soir » ; la rédaction se met en grève.

JEUDI 19. — Gerald Ford obtient l'investiture du parti républicain pour l'élection présidentielle des U.S.A.

— Un grave incident de frontière provoque une nouvelle tension entre les deux Corée.

— A Colombo, fin de la conférence des « non-alignés » ; la France y est condamnée et menacée d'embargo pétrolier pour ses livraisons d'armes et de réacteurs nucléaires à l'Afrique du Sud.

MERCREDI 25. — Le gouvernement Jacques Chirac est démissionnaire ; Giscard d'Estaing nomme M. Raymond Barre premier ministre.

— Aux U.S.A., l'hebdomadaire « Newsweek » révèle les circonstances de la mort violente, il y a un an, de Jimmy Hoffa, ex-président du Syndicat des routiers (« teamsters »).

JEUDI 26. — Le gouvernement Barre est constitué avec M. Olivier Guichard, baron du gaullisme, comme ministre d'Etat.

— En Hollande, le prince Bernhard, époux de la reine Juliana, est démis de toutes ses fonctions à la suite de l'enquête menée sur les « pots-de-vin » de la société Lockheed.

SAMEDI 28. — Dans toute l'Irlande, manifestations massives de femmes pour la paix.

— Coup d'Etat au Koweït : le cheik, chef de l'Etat, dissout le parlement et suspend plusieurs articles de la constitution.

— En Corée du Sud, de lourdes peines de prison s'abattent sur les membres de l'opposition.

LUNDI 30. — Tension à la frontière égypto-libyenne. Moscou soutient la Libye.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE JUIN, JUILLET, AOUT 1976

RECETTES		
Abonnements ordinaires	4.064	
Abonnements de soutien	1.040	
		5.104,00
Souscription		3.340,00
Vente au numéro		108,28
Compte Editions		108,00
Total des recettes		8.660,28
En caisse au 1er juin 1976		4.930,86
		13.591,14
DEPENSES		
Impression, expédition numéros mars et avril		8.749,93
Frais de déplacement		154,00
Téléphone		125,58
Taxe B.D.F.		5,40
Total des dépenses		9.034,91
En caisse au 31-8-76		4.556,23
		13.591,14

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Mascarel (66), 80 ; Fradin (91), 100 ; Mahé (06), 70 ; Cornec (29), 250 ; Mérigot (91), 70 ; Courdavault (17), 100 ; Ruffin (75), 100 ; Suz. Aulas (06), 70 ; Geslin (45), 100 ; J. Fleuret (43, 100 — Total : 1.040 F.

SOUSCRIPTION

Legrain (93), 10 ; Chasson (07), 40 ; Peyre (42), 300 ; Laufer (75), 1.500 ; Jardin (12), 50 ; Pons (06), 10 ; Pradet (92), 30 ; Gallin (Suisse), 50 ; Hagnauer (92), 50 ; Séguéla (11, 20 ; M.-L. Marquis (75), 1.000 ; Finidori (Tunis), 100 ; Borie (33), 100 ; Costa (65), 80 — Total : 3.340 F.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

C.C.P. 734.99 Paris

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F.

Autres pays : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE.
Commission paritaire n° 22.071.